

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE

Tebboune annonce sa révision en 2025

C'est officiel ! Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé samedi soir que l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) sera révisé à partir de l'année prochaine (2025). Gelé par l'Algérie depuis 2019, cet accord d'association sera enfin révisé et les deux parties vont se concerter afin de mettre en place un nouvel accord équitable garantissant les intérêts de chaque partie notamment celle de l'Algérie bafoués depuis son entrée en vigueur en 2005. P 3



● **Gazoduc transsaharien :
«Le projet algérien
est réel, les autres
sont fictifs**

● **«Nous restons
attachés
à la politique
sociale de l'Etat»**

AVEC UNE PROGRESSION DE 6,5%
DE LA CAPITALISATION

**Le marché boursier
en pleine dynamique** P 2

RÉSILIENCE DU SECTEUR BANCAIRE
ALGÉRIEN

**La bonne note du Fonds
Monétaire Arabe** P 5

794 MILLIARDS DE DA COLLECTÉS
DEPUIS 2020

**La finance islamique a le
vent en poupe** P 5

CAMPAGNE
LABOURS-SEMAILLES
**Une superficie
de près de
50.000
hectares ciblée
à Bord Bou
Arreridj**

La campagne labours-semailles de la saison agricole 2024-2025 cible, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, l'ensemencement d'une superficie de 47.820 hectares, a-t-on appris dimanche auprès de la direction Services agricoles (DSA). Quelque 32.000 hectares de la superficie dédiée aux céréales sont consacrés à la culture du blé dur, le reste sera destiné à la culture du blé tendre, l'orge et l'avoine, a expliqué un cadre de la DSA, Abdelmadjid Seghiri. Dans ce cadre, près de 70.000 quintaux de semences de blé dur, 16.000 quintaux de semences de blé tendre et 15.000 quintaux de semences d'orge ont été fournis aux céréaliculteurs, a ajouté M. Seghiri, qui a fait état d'un excédent de semences estimé à 35.000 quintaux pouvant être utilisés par les wilayas voisines en cas de besoin". La DSA de la wilaya de Bordj Bou Arreridj s'emploie à fournir les moyens nécessaires à la réussite de la campagne labours-semailles en orientant, notamment, les agriculteurs en matière de respect du parcours technique afin d'améliorer la qualité du produit et d'accroître les rendements, a assuré le responsable.

AVEC UNE PROGRESSION DE 6,5% DE LA CAPITALISATION

Le marché boursier en pleine dynamique

Les chiffres clés de 2023 témoignent d'une santé retrouvée sur le marché boursier algérien. Selon le rapport publié hier dimanche par la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), la capitalisation boursière a progressé de 6,5 %, atteignant 71,8 milliards de dinars, tandis que la valeur transigée a connu une augmentation spectaculaire de 268 %, passant de 138,2 millions de dinars en 2022 à 508,9 millions de dinars en 2023. Les volumes d'échanges ont triplé, atteignant 959 932 titres, contre 229 783 titres l'année précédente.

Par Mourad A.

Parallèlement, le nombre d'ordres de bourse enregistrés a légèrement augmenté, s'établissant à 3 035 en 2023, par rapport à 3 000 en 2022. Le volume global des ordres présentés a atteint 4 478 301 actions, indiquant un engagement croissant des investisseurs. Les volumes d'achat et de vente se chiffrent respectivement à 1 901 030 actions et 2 577 271 actions. Sur le marché principal, la valeur transigée s'élève à 503,2 millions de dinars, tandis que le marché des PME affiche 5,6 millions de dinars. Ces chiffres illustrent non seulement la vitalité du marché, mais aussi l'optimisme croissant des acteurs économiques envers l'avenir des opérations boursières en Algérie. Le secteur du capital-investissement a également enregistré une performance notable, avec 178 projets financés par cinq so-

ciétés agréées, pour un montant total de 7,8 milliards de dinars. Ces résultats reflètent une reprise significative de l'activité, soutenue par la stabilité macroéconomique et des réformes ambitieuses. En parallèle, la COSOB a intensifié ses efforts pour moderniser le cadre réglementaire du marché. En 2023, trois règlements importants ont été mis en œuvre (COSOB n°23-01, n°23-02 et n°23-03) pour créer un statut spécifique pour les conseillers en investissement participatif, établir un fonds de garantie pour le marché et organiser de manière plus rigoureuse l'activité des négociateurs en bourse. Ces nouvelles régulations visent à soutenir l'innovation, diversifier les sources de financement, renforcer la confiance des investisseurs et garantir le bon fonctionnement du marché. De plus, une consultation a été lancée pour réviser le règlement général de la bourse, un texte en

vigueur depuis trois décennies. L'adoption de ce nouveau règlement en octobre 2023 représente une avancée significative vers l'harmonisation des pratiques boursières algériennes avec les standards internationaux. Pour l'année 2024, le marché s'annonce sous de bons auspices, avec l'introduction en bourse du Crédit Populaire d'Algérie, une étape majeure pour le développement du marché. Ces résultats, couplés aux réformes en cours, devraient continuer à renforcer la place financière algérienne et à attirer davantage d'investisseurs. Le rapport annuel 2023 de la COSOB souligne non seulement la dynamique positive du marché boursier algérien, mais aussi l'engagement constant des acteurs du secteur à moderniser et à renforcer son attractivité. L'avenir s'annonce prometteur pour le marché, soutenu par une régulation proactive et un environnement économique stable.

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE

Prévisions d'une augmentation de 24 % d'ici 2050

Le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Haitham al-Ghais, a affirmé que la demande mondiale en énergie continuera d'augmenter, atteignant 24 % d'ici 2050, en raison de la croissance attendue de la population mondiale et du développement économique. Cette déclaration a été faite lors de son intervention à la réunion des ministres de l'énergie du groupe des 20, qui s'est tenue vendredi dernier à Foz do Iguaçu, au Brésil,

où il représentait l'organisation et ses États membres. Selon un communiqué de l'OPEP, al-Ghais a souligné «l'importance des investissements dans l'industrie pétrolière pour garantir des voies énergétiques durables et régulières dans le futur», prévoyant que les investissements nécessaires dans ce secteur pourraient atteindre environ 17,4 trillions de dollars américains d'ici 2050. Concernant les perspectives futures du secteur énergétique, il a noté que «un leadership efficace

nécessite de concilier le besoin de répondre à la demande future d'énergie, de maintenir la sécurité énergétique, d'assurer l'accès à l'énergie pour tous, tout en réduisant les émissions». Al-Ghais a également mentionné que «l'accord de Paris sur le climat vise à réduire les émissions sans discriminer entre les différentes sources d'énergie», affirmant que l'OPEP adopte une approche globale et équitable qui repose sur l'utilisation de toutes les sources d'énergie et technologies

dans les futurs parcours énergétiques. Il a ajouté que cette approche «est fondée sur la reconnaissance des besoins de tous les peuples et pays, et qu'il n'existe pas de solution ou de parcours unique adapté à tous les États», rappelant qu'il est essentiel de prendre en compte les capacités, conditions et priorités de chaque pays et peuple, sans exception, pour garantir que personne ne soit laissé pour compte.

R E.

TIPASA

Une superficie de plus de 8.000 ha affectée à la céréaliculture

Une superficie globale de 8.480 ha, soit un taux de 25% de la surface agricole utile (SAU) de la wilaya de Tipasa, a été affectée à la production de céréales, au titre de la présente campagne labours-semailles dont le coup d'envoi a été donné dimanche à partir d'une exploitation agricole de la commune de Sidi Rached, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Les services de la DSA ont mobilisé tous les moyens néces-

saires pour la réussite de la campagne labours-semailles, en veillant particulièrement à la disponibilité des semences et des engrais, tout en accompagnant les agriculteurs pour l'obtention du crédit "Rfig" auprès de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), entre autres, selon les explications fournies par le responsable du secteur, Ahmed Sebki, lors du lancement de la campagne par le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta. Cette superficie ciblée se ré-

partit à raison de 6.150 ha affectés au blé dur, 1.080 ha au blé tendre et 1.200 ha à l'orge, sachant que les besoins de la wilaya en semences sont de près de 17.000 tonnes, dont près de 12.000 tonnes de semences de blé dur et 1.728 tonnes de blé tendre, selon la même source. Les besoins en engrais sont estimés à près de 25.000 tonnes, selon les chiffres fournis par le DSA. Toujours au titre des mesures prises pour la réussite de cette campagne, le wali de Tipasa a fait part de l'installa-

tion d'une commission de suivi et de coordination au niveau de la wilaya, en charge notamment du suivi des différentes étapes des labours et semailles, jusqu'aux moissons, tout en veillant sur les opérations d'octroi des engrais et des semences et autres crédits Rfig, aux agriculteurs. Une production de près de 151.000 qx de céréales a été réalisée à Tipasa durant la campagne agricole 2023/2024, équivalant à un rendement de 18 à 20 tonnes/hectare.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE

Tebboune annonce sa révision en 2025

C'est officiel ! Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé samedi soir que l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) sera révisé à partir de l'année prochaine (2025). Gelé par l'Algérie depuis 2019, cet accord d'association sera enfin révisé et les deux parties vont se concerter afin de mettre en place un nouvel accord équitable garantissant les intérêts de chaque partie notamment celle de l'Algérie bafoués depuis son entrée en vigueur en 2005.

Par Sirine R.

La balance commerciale au courant de cette période était en défaveur de l'Algérie, en lui causant un déséquilibre chiffré à des milliards de dollars. En effet, un déficit chronique avait caractérisé la balance commerciale hors hydrocarbures depuis l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat en 2005. À l'heure où le volume des échanges commerciaux atteignait environ 1 000 milliards de dollars, les investissements de l'UR ne dépassaient pas 13 milliards de dollars, dont une grande majorité dans le secteur des hydrocarbures, en échange de transferts de bénéfices d'une valeur de 12 milliards de dollars sur la période allant de 2005 à 2022. C'est une « injustice » à réparer rapidement. Suite à ce constat « amère », dont l'Algérie est réduite à un simple marché, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé de geler cet accord d'association, en donnant des instructions pour la révision de cet accord de partenariat, point par point, dans une optique souveraine et selon une approche gagnant-gagnant, en tenant compte de l'intérêt du producteur nationale pour créer un tissu industriel et des emplois.

Lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias, diffusée samedi soir, le président de la République a précisé que cette révision, désormais « nécessaire », sera menée « avec souplesse et dans un esprit amical sans entrer en conflit » car, a-t-il dit, « nous entretenons des relations normales avec les Etats (de l'Union européenne), y compris la France ». Evoquant les raisons de cette révision, le président de la République a indiqué que « l'accord avec l'Union européenne a été conclu à une époque où l'Algérie était bien différente de celle d'aujourd'hui ».

« A l'époque, la contribution de l'industrie au revenu national ne dépassait guère 3% et nous importions des produits agricoles sans en exporter. En d'autres termes, l'Algérie d'alors n'avait pas de capacités d'exportation », a-t-il expliqué, soulignant que « la donne a changé, l'Algérie produisant et exportant désormais une grande variété de produits manufacturés, électroménagers et autres ». Et d'ajouter : « aujourd'hui, nous demandons une révision, car l'essence même de l'accord avec l'Union européenne repose sur le libre-échange, et nous souhaitons le faire dans un esprit amical sans entrer en conflit ». D'ailleurs, les Etats membres de l'Union européenne « veulent entretenir de bonnes relations économiques (avec l'Algérie) et ne s'opposent pas à une révision de l'accord », a-t-il dit, saluant, par là même, le succès commercial remarquable des produits algériens sur les marchés européens.

BRICS, FRANCE, RUSSIE Les clarifications de Tebboune

Lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux diffusée samedi soir, le président de la République s'est exprimé également sur de nombreuses questions internationales. En réponse à une question concernant l'organisation des BRICS, le président de la République a déclaré : « pour le moment, nous n'envisageons pas d'adhérer à cette organisation et notre intérêt se porte sur l'adhésion à la Banque des BRICS, qui est tout aussi importante que la Banque mondiale ». Il a, par ailleurs, fait observer que la décision du retrait de l'ambassadeur d'Algérie à Paris n'a aucune relation avec la visite qui était programmée en France, réaffirmant que l'Algérie « n'ira pas à Canossa ». Le président de la République a rappelé la position de l'Etat algérien qui « réclame la vérité historique et exige une reconnaissance des massacres commis par le colonialisme français en Algérie ». Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a qualifié les appels de certaines parties françaises à la révision de l'accord de 1968 concernant la circulation et le séjour des Algériens en France de « slogan politique » d'une minorité extrémiste qui voue une haine à l'Algérie. Evoquant les relations solides entre l'Algérie et la Russie, le président de la République a indiqué que « ce sont des relations d'amitié et d'intérêts mutuels, caractérisées par des liens profonds et historiques ». Sur les nombreux messages de félicitations qu'il a reçus suite à sa réélection pour un second mandat, le président de la République a affirmé que « cela témoigne de la réputation internationale de l'Algérie et de la place qu'elle occupe parmi les nations ».

Synthèse S R.

TEBBOUNE À PROPOS DU GAZODUC TRANSSAHARIEN

«Le projet algérien est réel, les autres sont fictifs»

Par Selma R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est exprimé, samedi soir, sur le projet Gazoduc transsaharien reliant trois pays (Nigeria, Niger et l'Algérie). Lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias, Tebboune a qualifié le projet de réel, affirmant que « le travail se poursuit et il ne reste plus que 700 à 800 Km à parachever sur les 4000 km du projet », rappelant, à cet égard, « l'accord établi concernant ce projet » entre les pays concernés, à savoir l'Algérie, le Niger et le Nigeria. Face à ce « projet économique », le chef de l'Etat a noté qu'il y a « un projet politique fictif devant traverser 14 pays, dont les territoires sahraouis

occupés, et nécessitant des dizaines de milliards », a-t-il dit, précisant que les analystes intègres dans le domaine de l'énergie « savent séparer le bon grain de l'ivraie ». De nombreux experts estiment le tracé proposé par le Maroc est techniquement « irréalisable » et surtout coûteux, nécessitant la mobilisation de dizaines de milliards de dollars pour sa réalisation. Concernant le Gazoduc transsaharien (TSGP), les trois pays (Le Nigeria, le Niger et l'Algérie) devraient se réunir dans les prochaines semaines afin de relancer le projet dans sa partie au Niger. Les autorités de ce pays ont montré une réelle volonté pour le parachèvement de ce projet important pour le développement socioéconomique des trois pays.

Lors de son entretien avec le ministre du pétrole du Niger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné les progrès tangibles réalisés dans la mise en œuvre de ce gazoduc transsaharien, un mégaprojet énergétique transcontinental. Le TSGP, également connu sous le nom de NIGAL (Nigeria-Algérie), est un ambitieux projet visant à relier le Nigeria à l'Algérie par un gazoduc de 4 128 kilomètres, traversant le Niger. Avec une capacité annuelle prévue de 30 milliards de mètres cubes, ce gazoduc a pour objectif principal de transporter le gaz naturel nigérien vers l'Europe, offrant ainsi une nouvelle route d'approvisionnement énergétique. L'importance de ce projet s'est accrue dans le contexte géopolitique

actuel, notamment depuis le conflit russo-ukrainien, qui a entraîné une hausse des prix des hydrocarbures et une volonté de l'Europe de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz. L'Algérie, qui fournit actuellement 11% du gaz naturel européen, voit dans ce projet une opportunité de renforcer sa position sur le marché énergétique continental. Le projet TSGP a connu une longue gestation depuis sa conception dans les années 1980. Ce n'est qu'en juillet 2022, lors de la troisième réunion ministérielle tripartite tenue à Alger, qu'un accord a été signé pour entériner son lancement. Depuis lors, les trois pays impliqués ont intensifié leurs efforts pour concrétiser cette initiative.

La prochaine réunion ministérielle vise à faire le point sur l'état d'avancement du projet et à renforcer la coordination entre les pays partenaires. Les discussions porteront sur les aspects techniques, financiers et logistiques du gazoduc. Des études de faisabilité ont déjà été lancées, se concentrant sur les tracés potentiels, les coûts estimés et les modalités d'exploitation. Il faut dire que le TSGP est perçu non seulement comme une infrastructure énergétique, mais aussi comme un vecteur de développement économique pour les régions traversées. Il promet de créer des emplois, de stimuler l'industrialisation et d'améliorer les conditions de vie des populations locales grâce à une meilleure infrastructure énergétique.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

«Nous restons attachés à la politique sociale de l'Etat»

Synthèse S T.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la politique sociale de l'Etat consistait à ne pas abandonner les citoyens et à prendre en charge leurs besoins essentiels, soulignant que le renforcement de la production nationale, la lutte contre l'inflation et la revalorisation des salaires contribuaient à la préservation du pouvoir d'achat des Algériens. Lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux diffusée samedi soir, le président de la République a précisé que « la préservation

du pouvoir d'achat repose sur trois piliers : la lutte contre l'inflation, le renforcement de la production nationale et la poursuite de la révision des salaires et des allocations jusqu'à 100% d'augmentation d'ici 2027 au plus tard ». « Telles sont nos priorités pour parachever les projets de développement créateurs d'emplois », a-t-il dit. « Ces projets concernent les produits chimiques, la métallurgie ainsi que divers secteurs, avec pour objectif d'atteindre 20.000 projets, dont 9.000 ont déjà été concrétisés à ce jour, ce qui augmentera les capacités financières permettant d'équilibrer le marché », a-t-il poursuivi.

Après avoir rappelé les étapes parcourues par l'Algérie dans le domaine de la production des biens de consommation essentiels et stratégiques comme la semoule, le sucre dont la production dépasse de 150% les besoins du pays, et l'huile dont la production dépasse de près de 200% la demande intérieure, le président de la République a affirmé que l'année prochaine verra la mise en œuvre d'une politique visant à rendre le prix de la viande à la portée des citoyens. En attendant la mise en œuvre de cette mesure, « l'importation de viandes reste ouverte et ne s'arrêtera pas », a-t-il assuré, soutenant que « l'Al-

gérie est un Etat social et le restera », dans le cadre d'une politique globale visant à « préserver la dignité des citoyens ». Sur le plan économique, le président de la République a estimé que « la construction d'une économie nationale solide et la protection de l'Algérie face aux fluctuations mondiales figurent parmi les priorités », mettant en avant l'importance de la production locale des produits de large consommation. Ainsi, il a affirmé que le phénomène de la contrebande, nuisible à l'économie nationale, « doit cesser, car l'Algérie compte créer des zones franches avec les pays voisins frères ».

TOURISME SAHARIEN

L’ONAT lance une campagne de promotion de la destination Saoura

Une campagne de promotion de la destination touristique de la Saoura a été lancée par l'Office national algérien du tourisme (ONAT) pour valoriser les richesses touristiques et naturelles de la région, a-t-on appris dimanche de responsables locaux de l'Office. Pour cette saison du tourisme saharien (octobre-avril), l'ONAT entend promouvoir davantage la destination touristique de la Saoura, et le tourisme saharien de façon générale, par la proposition de diverses prestations à des prix abordables, dont des prestations touristiques traditionnelles, notamment dans le domaine culinaire, pouvant contribuer à faire connaître aux touristes les modes de vie des habitants des ksour, a expliqué le responsable de la résidence de l'ONAT à Taghit, Hassan Abdou. Pour la concrétisation de cet objectif, l'Office a lancé une campagne de communication pour faire la promotion de cette destination auprès des nationaux et des étrangers, dans la perspective de lui donner plus d'attrait, a-t-il précisé en mettant en exergue les innombrables atouts touristiques et naturels de la région (dunes, ksour, oasis et palmeraies). Dans la commune de Taghit, à vocation essentiellement touristique, et qui passe pour être l'une des plus appréciées par les touristes nationaux et étrangers, l'ONAT dispose pour l'accueil des touristes d'une résidence de 44 chambres à proximité de la localité de Zaouïa Fougania, d'un camping d'une trentaine de tentes traditionnelles pourvues de quatre (4) lits chacune, en plus de plusieurs autres servitudes, a signalé M. Abdou. Selon lui, l'ONAT qui compte conquérir le marché du tourisme dans la Saoura, dispose aussi d'un village touristique à Touzdit, dans la wilaya de Béni-Abbès, comprenant seize (16) appartements totalisant une capacité d'accueil de 120 lits extensibles à 200 lits et situé à proximité d'une palmeraie et d'une importante zone agricole. Durant la saison touristique saharienne écoulée 37.000 touristes nationaux et étrangers, dont 3.200 touristes issus de la communauté nationale établie à l'étranger, ont visité la région, a-t-on fait savoir à la direction locale du secteur du Tourisme et de l'Artisanat.

Adhésion de la Confédération nationale du patronat algérien au CREA

PATRONAT

L'adhésion de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) au Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a été annoncée à Alger. L'annonce a été faite à l'issue d'une rencontre entre les membres des bureaux exécutifs du CREA et de la CNPA, sous la conduite des présidents des deux organisations, respectivement M.M Kamel Moula et Mohand Saïd Naït Abdelaziz. Cette adhésion intervient conformément à la décision de la CNPA prise à l'unanimité lors de sa 5e Assemblée générale. S'exprimant à cette occasion, le président du CREA a affirmé que ce rapprochement confirme «la volonté

commune de renforcer le rôle des entreprises économiques algériennes, sans distinction aucune entre le secteur public ou privé, et d'en faire un lieu de création de richesses et d'opportunités d'emplois significatives et durables pour les jeunes, en tant que principal moteur du développement socioéconomique de notre pays». Il a également indiqué que ces deux patronats «partagent les mêmes convictions concernant la démarche qui anime leur travail et le dialogue démocratique ouvert entre leurs membres», ainsi que «la concertation la plus large possible avec les autorités économiques nationales sur les moyens mobilisés pour soutenir les

sociétés et construire une économie forte et compétitive». Pour sa part, M. Mohand Saïd Naït Abdelaziz a relevé que cette démarche intervient «dans le contexte des transformations socioéconomiques que connaît l'Algérie, notamment la croissance démographique qui requiert de nouveaux postes d'emplois et l'amélioration du cadre de vie des citoyens». Il a ajouté que les deux parties ont convenu «de mettre à profit cette opportunité pour rapprocher les points de vues au service de l'économie nationale», soulignant que «l'Entreprise algérienne est appelée à être créatrice d'emplois et de richesses».

CÉRÉALES

La FAO revoit à la hausse ses prévisions sur la production mondiale de blé

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a révisé à la hausse ses prévisions sur la production mondiale de blé qui devrait atteindre 792,9 millions de tonnes en 2024, soit une augmentation de 0,2 % par rapport à aux prévisions du mois de septembre. "La hausse est liée notamment à l'amélioration des perspectives concernant le blé en Australie, où une pluviosité favorable dans l'ouest du pays, après un début de campagne marqué par un temps

sec, a renforcé les prévisions de rendement", a expliqué l'organisation onusienne dans son dernier bulletin sur l'offre et la demande de céréales. Selon les auteurs du rapport, cette révision à la hausse fait plus que compenser une diminution sensible des prévisions concernant la production de blé dans l'Union européenne, où la baisse des rendements devrait être plus importante que prévu en raison des conditions météorologiques "excessivement" humides.

Quant aux prévisions concernant la consommation totale de blé en 2024-2025, elles sont établies à 793,7 millions de tonnes, "un niveau inférieur aux prévisions de septembre qui étaient à 793,3 millions de tonnes", ajoute la même source. Par ailleurs, la FAO prévoit une légère augmentation des stocks mondiaux de blé, atteignant 316,2 millions de tonnes en 2024-2025, en hausse de 1,7 millions de tonnes par rapport aux prévisions de septembre.

L’EHU D'ORAN

Trois opérations de transplantation rénale réalisées

Trois personnes ont bénéficié, ce weekend, de transplantations rénales réalisées au niveau de l'EHU "1er novembre 1954" d'Oran, a indiqué, samedi, un communiqué de cet établissement de santé. Les opérations de transplantation rénale ont été préparées et menées conjointement par le service d'urologie et de transplantation rénale, le service de néphrologie et le service de réanimation chirurgicale, a-t-on précisé de même source, ajoutant que les opérations de transplantation ont été réalisées en présence du chef de l'Agence nationale de la greffe d'organes, Hocine Chaouchi. Les opérations ont eu lieu, vendredi et samedi, 4 et 5 octobre 2024, au profit de trois patients souffrant d'insuffisance rénale chronique, selon la même source, qui a précisé qu'il s'agit d'une jeune femme de 24 ans (de la wilaya de Chlef), qui a reçu un don de rein de la part de sa mère de 60 ans, en plus d'un homme de 51 ans ayant fait don de son rein à son fils de 35 ans (de la wilaya de Tiaret), en plus de deux frères (de la wilaya de Mostaganem), dont le frère cadet, âgé de 42 ans, a fait don de son rein à son frère aîné âgé de 46 ans. Ces patients ont été préparés, grâce à une surveillance périodique effectuée par le service de néphrologie, qui a effectué les examens et les analyses nécessaires pour garantir le succès des opérations et la compatibilité des

tissus entre donneurs et receveurs, soulignant que l'EHU d'Oran effectue actuellement un suivi pour 175 paires de donneurs-receveurs, qui sont en cours de pré-

paration, afin de s'assurer de la compatibilité des tissus et le respect de toutes les conditions médicales nécessaires à la transplantation.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 01 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Octobre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	90	110	70	البطاطا
	Tomate	99	115	82	الطماطم
	Oignon sec	49	56	43	البصل الجاف
	All sec	403	464	342	الثوم الجاف
	Carotte	82	92	73	الجزر
	Navet	114	127	101	لفت
	Poivron	113	127	99	الفلفل الاخضر
	Piment	132	149	114	الفلفل الحار
	Courgette	168	185	152	الكوسة
	Haricot vert	243	271	215	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	145	160	130	الخس
Fruits frais	Pomme locale	384	492	277	التفاح المحلي
	Datte	536	674	398	التمر
	Melon	99	111	87	البطيخ الاصفر
	Pastèque	89	97	81	البطيخ الاحمر
	Poire	398	495	302	الاجاص
	Raisin	199	253	145	العنب
Produits d'origine animale	Banane	440	458	423	الموز
	Viande bovine locale	1803	1943	1662	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	453	465	440	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	93	98	87	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valour transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	405,00	NC	0,00	-0,38	-5,53	7,82	7,41	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 280,00	NC	0,00	3,78	-1,77	6,84	7,89	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 293,00	NC	0,00	0,76	0,18	12,06	5,45	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,23	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	-3,31	-16,46	2,03	-	0	0,00

RÉSILIENCE DU SECTEUR BANCAIRE ALGÉRIEN

La bonne note du Fonds Monétaire Arabe

Le rapport du Fonds Monétaire Arabe (FMA) sur la stabilité financière pour 2024 met en lumière la robustesse du système bancaire algérien, qui a su éviter les crises financières grâce à des mesures d'atténuation efficaces. La Banque d'Algérie a axé ses efforts sur le développement global du secteur bancaire, intégrant la gestion des crises dans le cadre de la stabilité financière, tout en encourageant l'innovation et l'utilisation des technologies modernes.

Par Mourad A.

Le secteur bancaire algérien se distingue par sa remarquable résilience. Grâce à une gestion rigoureuse des risques, les banques disposent de marges de sécurité confortables, avec un ratio de capital supérieur à 20,3 %, assurant ainsi la stabilité financière même en cas de chocs économiques modérés. Toutefois, le rapport souligne certains défis, notamment la modernisation des infrastructures financières et la numérisation des services bancaires. Le développement de la finance mobile, bien qu'encore en phase d'expansion, montre des signes prometteurs pour améliorer l'inclusion financière, un domaine dans lequel l'Algérie doit encore progresser. En matière de gestion des crises, le cadre institutionnel s'est considérablement renforcé, notamment après les récents chocs économiques mondiaux. La Banque d'Algérie, en coordination avec le ministère des Finances, veille à une réponse rapide en cas de crises systémiques. Bien que le pays n'ait pas connu de crise majeure depuis 2023, il reste vigilant face aux risques potentiels. Le rapport recommande une révision des politiques macro

prudentielles afin de mieux préparer l'Algérie aux défis à venir, notamment ceux liés à l'instabilité géopolitique et aux risques climatiques. Malgré la baisse de ses réserves de change, l'Algérie parvient encore à soutenir sa monnaie nationale et à stabiliser ses échanges commerciaux. Dans le cadre de sa transition énergétique, le pays cherche à attirer des capitaux étrangers, particulièrement dans les secteurs des énergies renouvelables et des technologies. La réussite de cette transformation, essentielle pour la diversification économique, repose en grande partie sur les entreprises publiques, notamment celles du secteur de l'énergie, qui doivent surmonter des défis structurels pour améliorer leur compétitivité et leur efficacité. La Banque d'Algérie continue de jouer un rôle central dans la supervision du secteur financier, en mettant en place des mesures pour renforcer la surveillance et améliorer la transparence. Sur le plan monétaire, l'Algérie fait face à des pressions inflationnistes persistantes, avec un taux d'inflation prévu à 9,3 % en 2024, similaire à celui de l'année précédente. Ces tensions s'expliquent à la fois par des facteurs externes, comme les perturbations des chaînes d'approvisionne-

ment mondiales, et par des facteurs internes liés à la gestion des prix. Bien que la stabilité ait été maintenue dans des secteurs clés tels que les carburants et les produits de base, l'impact sur le pouvoir d'achat des Algériens reste préoccupant. Il est essentiel pour le gouvernement de continuer à surveiller ces pressions afin de protéger les couches les plus vulnérables de la population. D'un point de vue économique, le rapport présente un tableau équilibré des défis et des opportunités auxquels l'Algérie est confrontée. La croissance économique prévue pour 2024 s'établit à 3,8 %, en légère baisse par rapport aux 4,2 % de l'année précédente, soutenue principalement par la stabilisation des prix du pétrole et du gaz. Toutefois, cette dépendance aux hydrocarbures rend l'économie algérienne vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux. La baisse des prix des produits agricoles affecte également la demande extérieure, réduisant ainsi la compétitivité de certaines exportations, notamment dans le secteur agricole. Cette situation souligne l'importance cruciale de la diversification économique, un objectif que le gouvernement continue de poursuivre, malgré des progrès lents.

UNIVERSITÉ DE RELIZANE- ANADE

Signature d'une convention de coopération et de partenariat

Une convention de coopération et de partenariat a été paraphée, dimanche, entre l'Université Ahmed-Zabana de Relizane et l'antenne de wilaya de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) pour l'accompagnement des porteurs de projets de cet établissement d'enseignement supérieur. Cette démarche intervient dans le cadre de la convention signée entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises dans le but de soutenir, d'accompagner et de financer les étudiants porteurs de projets. La convention a été paraphée par le recteur de l'Université Ahmed-Zabana de Relizane, Ahmed Bahri, et le directeur de l'Agence locale de l'ANADE, Adel Belkacemi, au cours d'une cérémonie à laquelle ont assisté des cadres des deux établissements. M. Belkacemi a déclaré, en marge de la cérémonie, que la convention vise à développer l'esprit d'entrepreneuriat au sein de la communauté estudiantine et des diplômés des établissements de l'enseignement supérieur, ainsi qu'à leur assurer des formations dans le domaine de l'entrepreneuriat et les orienter pour créer leurs entreprises. De son côté, le recteur de l'Université de Relizane, a abondé dans le même sens, indiquant que cette convention permettra d'aider les étudiants et les diplômés des établissements universitaires à accéder au monde de l'entrepreneuriat, à travers la création de startups, financées par l'ANADE et qui seront axées sur la recherche scientifique et la technologie. L'objectif est que ces startups participent au développement local par la création de richesse, et ce, conformément à la stratégie des hautes autorités du pays inhérentes à l'appui et au soutien des porteurs de projets diplômés des universités.

R E.

794 MILLIARDS DE DA COLLECTÉS DEPUIS 2020

La finance islamique a le vent en poupe

Par Réda Hadi

Six banques publiques et six banques privées activent dans le domaine de la finance islamique en Algérie, selon le ministre des Finances, Laaziz Faïd, qui a affirmé que le secteur de la finance islamique en Algérie a connu un développement important depuis 2020, grâce à l'attention considérable accordée par les autorités publiques à ce segment. Des propos formulés à l'occasion du lancement d'ateliers de formation destinés aux cadres du secteur bancaire sur la finance islamique, hier dimanche. Ces ateliers ont été organisés en collaboration avec l'Institut de la banque islamique de développement et la Banque d'Algérie. Pour beaucoup, la finance islamique est en cours de formation et de progression. Aussi la question de l'accompagnement professionnel est soulevée. C'est dans cette optique que le ministre des finances a précisé que son secteur s'efforce d'intégrer la finance islamique avec les technologies numériques pour proposer

des solutions et services innovants dans le domaine des finances islamiques. Lors de son discours inaugural, le premier argentier du pays, a mis en relief que de ce point de vue, l'Algérie, dans le cadre de ses efforts visant à soutenir la croissance économique durable et la diversification, attache une grande importance à la modernisation de ce secteur afin de suivre et d'adopter de nouvelles solutions innovantes et technologiques en vue de faciliter et d'accélérer les processus économiques en d'une manière générale, en développant le secteur bancaire par un travail permanent et continu de développement des métiers bancaires, notamment développer le domaine de la banque islamique. Pour lui la finance islamique n'est appelée qu'à plus se développer, car il s'agit d'un pilier fondamental parmi les piliers à travers lesquels le principe de l'inclusion financière peut être réalisé, d'autant plus que depuis 2020, le domaine de l'industrie financière islamique a connu un grand développe-

ment dans notre pays, en raison du grand intérêt du public. Les autorités donnent à ce domaine, une importance toute particulière compte tenu de la forte demande des citoyens algériens pour ce type de produit financier, réputé conforme à la Charia. Par ailleurs, Faïd a souligné, qu'en plus de ce qui a été développé, son département cherche désormais à intégrer le domaine de la banque islamique avec le domaine des technologies numériques afin de proposer des solutions et services innovants dans ce domaine. Si la finance islamique a le vent en poupe, le ministre a également évoqué l'augmentation du rythme du financement islamique pour les particuliers et les institutions, et plaider pour développer une politique de formation dans le domaine bancaire, diffuser l'éducation financière dans le domaine de la banque islamique et soutenir des projets verts visant à protéger l'environnement, d'autant plus qu'ils sont compatibles avec les principes de notre vraie religion, sans oublier la mise en place

d'une politique efficace de protection de l'environnement. Et cela est d'autant plus vrai, que le secteur bancaire connaît une grande mobilité, un développement et des changements économiques et technologiques profonds, nécessitant un travail intensifié afin de protéger les citoyens de toutes les opérations. Des économistes au fait de la question affirment que les récentes réformes du cadre juridique régissant la finance islamique en Algérie devraient rendre les financements conformes aux préceptes de la charia plus attractifs et compétitifs sur la place bancaire nationale. Les derniers chiffres confirment cet essor, car le nombre d'agences bancaires s'élevait à 858 au 1er juin 2024, tandis que le nombre de comptes a atteint 715 886 et le total des dépôts collectés par les banques activant dans la finance islamique depuis le lancement de ces opérations a atteint 794 milliards de DA, la valeur des financements accordés aux entreprises ayant dépassé 493 milliards de DA.

DÉVELOPPEMENT
LOCAL À AIN
KERCHA (OUM EL
BOUAGHI)L'accès à l'eau au
cœur des priorités

De nouveaux projets d'approvisionnement en eau potable ont été lancés, en début du mois, dans plusieurs zones rurales de la daïra d'Ain Kercha, située à 40 kilomètres au sud-ouest d'Oum El Bouaghi. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du programme de développement des localités isolées, au cœur des priorités des autorités locales.

Le chef de la daïra, accompagné du président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) de HenchirToumghani, de représentants de l'agence régionale des ressources hydrauliques Constantine et du subdivisionnaire local des ressources en eau, a donné le coup d'envoi de la troisième tranche du projet de réalisation du réseau d'alimentation en eau potable à mechta El Houach. Lors de cette visite de terrain, entamée sur directive du wali, trois sites ont également été identifiés pour le fonçage de puits destinés à approvisionner les mechtas de Birlasfar, BirOuchagraf et Djeghaba.

Le subdivisionnaire des ressources en eau a été mandaté pour assurer un suivi rigoureux de ces projets hydrauliques, garantissant ainsi leur bonne exécution et l'approvisionnement effectif des mechtas concernées. Par ailleurs, une importante séance de travail de la commission technique de cette même daïra s'est tenue, fin septembre. Présidée par le chef de daïra, cette réunion, convoquée en application des directives du wali, a rassemblé les présidents d'APC et leurs adjoints, le secrétaire général de la daïra, les subdivisionnaires et les responsables des marchés publics des communes. Plusieurs points cruciaux ont été abordés lors de cette rencontre. Les participants ont examiné l'application des recommandations de la précédente réunion de la commission technique, ainsi que l'état de consommation des crédits de paiement des projets du programme de soutien au développement économique et social. La réunion a également permis de faire le point sur le suivi des projets financés par le Fonds de solidarité et de garantir des collectivités locales pour 2023 et 2024, ainsi que sur le lancement des nouveaux projets de développement programmés pour l'année en cours.

CONSTANTINE

De nombreux visiteurs
aux portes ouvertes sur
les sciences-2024

Une manifestation "Portes ouvertes sur les Sciences-2024", organisée samedi après-midi par l'unité de recherche Médiation et diffusion de la culture scientifique -CERIST, au technopole de l'université Salah-Boubnider de Constantine, a attiré de nombreux visiteurs, notamment des écoliers, des lycéens et des étudiants.

Le Pr Jamal Mimouni, directeur de l'unité initiatrice de l'événement, en coordination avec l'association Sirius d'astronomie, a indiqué à l'APS que ces portes ouvertes "s'inscrivent dans le cadre de la célébration de la semaine mondiale de l'espace (du 4 au 10 octobre de chaque année), approuvée par l'UNESCO". Il a ajouté que le thème portera cette année sur "l'espace et le changement climatique" afin d'informer le public, notamment les écoliers et les étudiants universitaires, sur les dernières avancées scientifiques d'une manière simple et ludique, dans un effort

de vulgarisation des sciences auprès du public.

Et d'ajouter que cette activité scientifique est devenue une tradition annuelle, tout en notant que "l'organisation des portes ouvertes coïncide également avec l'ouverture de l'année universitaire, scolaire et sociale". Cet événement a donné lieu à des expériences, des expositions, des activités scientifiques et récréatives dédiées à l'astronomie et des ateliers dans le hall de l'unité de recherche Médiation et diffusion de la culture scientifique, avec la participation d'institutions nationales de recherche et de labora-

toires de plusieurs wilayas du pays.

Des conférences ont également été animées sous les thèmes "les derniers développements de la science" et "l'observation de la Terre pour une meilleure compréhension du changement climatique".

Il convient de relever que l'événement a accueilli un invité spécial, en l'occurrence l'astronome renommé Geoffrey Marcy, du Space Laser Institute de Californie (USA). Ce dernier a animé une conférence intitulée "La recherche des planètes habitables et de la vie intelligente dans l'univers

BATNA

Mise en service de 8 nouvelles cantines scolaires

Au total, huit (8) nouvelles cantines scolaires ont été récemment mises en service dans la wilaya de Batna, a indiqué, samedi, le directeur de l'éducation, OthmaneHamena. Toutes ces cantines sont situées dans des zones éloignées et au relief sinueux, a-t-il précisé, dans une déclaration à l'APS en marge d'une réunion organisée au siège de la direction, élargie

aux cadres du secteur, aux chefs d'établissements scolaires et aux responsables syndicaux, destinée à évaluer la rentrée scolaire 2024-2025. "La construction de plus de 20 nouvelles cantines scolaires, à travers les différentes communes de la wilaya, est actuellement en cours", a ajouté le même responsable, soulignant que chacune de ces cantines sera mise en service "aussitôt

après l'achèvement et la réception des travaux". L'objectif, a-t-il affirmé, est d'améliorer la prise en charge des élèves, notamment ceux résidant en zones montagneuses et éloignées, en termes de restauration scolaire. Selon M. Hamena, des repas chauds ont été servis depuis la dernière rentrée des classes dans les 526 cantines scolaires

opérationnelles à travers les différentes écoles primaires de la wilaya.

La wilaya de Batna a consacré, cette année, une part importante de son budget, soit quelque 2 milliards de dinars, à la prise en charge des dépenses relatives à la restauration scolaire, avait indiqué le wali, Mohamed Benmalek, lors de la rentrée scolaire 2024-2025

BECHAR

Sensible amélioration des prestations de santé
à travers la wilaya

Une sensible amélioration des prestations des services de santé publique est enregistrée à travers la wilaya de Bechar, en témoigne l'apport "efficace" du secteur dans la prise en charge des patients lors des récentes intempéries qu'a connues la région, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Cet apport a été matérialisé à travers les structures de soins de base existantes et douze (12) polycliniques disséminées à travers plusieurs communes de la wilaya et dotées de services médicaux spécialisés dans la prise en charge des différentes pathologies, a affirmé le DSP, Mansour Boukhia.

Parmi ces services médicaux spécialisés, il cite les services des urgences médico-chirurgicales (UMC) et de chirurgie-dentaire, qui ont contribué efficacement à la prise en charge des patients, comme cela a été le cas des zones des plus touchées par les intempéries, à savoir Bechar, Beni-Ounif, Abadla et Taghit et certaines localités éloignées, où le personnel médical et paramédical s'y est mobilisé au quotidien. Cette amélioration des prestations médicales et paramédicales a pu être concrétisée

grâce aux efforts déployés tant par le secteur que par les autorités de la wilaya en matière de modernisation des structures de santé et leur dotation en équipements médicaux, a-t-il ajouté.

Un investissement sectoriel de 250 millions DA a été consacré durant l'exercice 2023 à l'acquisition d'équipements médicaux ultramodernes pour les besoins des différentes structures et établissements hospitaliers publics à travers la wilaya, selon les données de la DSP.

L'investissement a permis l'équipement et l'ouverture d'un service médical spécialisé en chirurgie générale doté d'une unité dédiée aux interventions chirurgicales, au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH) "MezragDjelloul", à Béni-Ounif, ce qui a soulagé les patients tant du chef-lieu de cette commune et des autres localités frontalières des déplacements vers les établissements hospitaliers du chef-lieu de wilaya.

Outre cette opération, il a été aussi procédé à la réalisation et l'équipement de la polyclinique "LimamSassi", à Bechar, pour le renforcement de ses prestations, a révélé M.Boukhia qui a annoncé aussi des projets de réhabilitation prochaine de deux

(2) structures similaires aux quartiers Bechar-Djedid et Debdeba, à Bechar.

Les actions d'amélioration des services hospitaliers de la wilaya, entreprises depuis plus d'une année, ont également touché les grandes structures hospitalières, notamment l'EPH "TourabiBoudjemaa" à Bechar, à travers la refonte de son administration et sa gestion dans le but de garantir des prestations de qualité, a-t-il signalé.

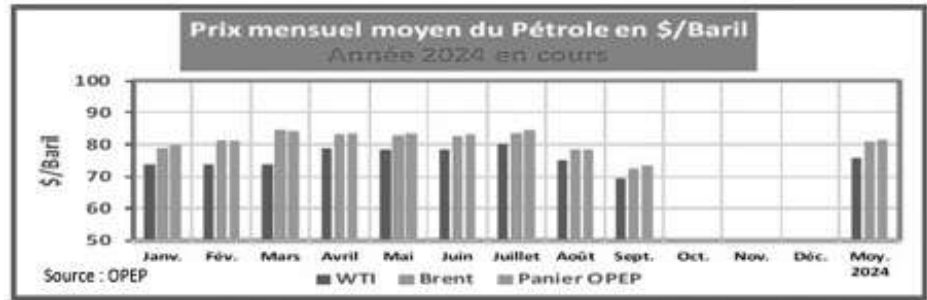
Cette structure hospitalière de 240 lits a bénéficié de nouveaux équipements pour renforcer ses services médicaux spécialisés, selon le DSP.

L'opération a été concrétisée aussi au niveau des EPH des communes d'Abadla et Beni-Ounif, qui figurent parmi les grands centres urbains de la wilaya, et ont été dotés de services médicaux spécialisés en chirurgie-générale, gynécologie-obstétrique et pédiatrie, a précisé M.Boukhia. Au niveau du centre régional de lutte anticancer, la DSP prévoit, avant la fin de l'année 2024, l'équipement et l'ouverture des services spécialisés dans le domaine de la médecine nucléaire et d'une unité de soins des enfants cancéreux, selon la même source

Le baril de pétrole va demeurer sous pression jusqu'en 2025 et probablement au-delà

Par Abdelmadjid Attar (*)

La réunion du comité ministériel JMMC de l'OPEP+ vient de se terminer sans surprise concernant la poursuite de sa politique de production basée sur les « fondamentaux » du marché et surtout celle de la suite à donner : Aux réductions répétées du niveau de production de ses membres. Aux réductions volontaires de certains membres pour défendre le prix du baril. Et enfin au respect des quotas de production, ainsi que l'obligation d'une compensation au fur et à mesure en cas de non-respect, des situations qui n'ont pas cessé de perturber les actions de l'OPEP+ dans sa volonté de maîtriser le marché et éviter une chute catastrophique. Certes, un minimum de cohésion en son sein a permis d'éviter le pire depuis 2021, avec un prix moyen du Brent qui s'est maintenu autour de 80 dollars le baril, et quelques pics haussiers qui lui ont permis d'enregistrer une moyenne de 101 \$ en 2022. Mais ces pics n'ont pas duré longtemps, dus en majorité à des circonstances géopolitiques répétitives. Depuis Juillet 2024, le baril est de nouveau en chute continue et a même atteint le niveau le plus bas de 71 dollars en 2021. A ce rythme il est probable que l'année 2024 se termine avec un prix moyen annuel de 75 \$, si ce n'est moins.



Alors faut-il vraiment croire que c'est cette politique de production, ainsi que les mises en garde envers les membres qui ne respectent pas leurs quotas, et encore moins leurs obligations de compensation, qui va permettre d'éviter la tendance baissière du marché qui semble se pointer à court terme, et dans la durée ? C'est cette crainte qui irrite notamment le chef de file de l'organisation, l'Arabie Saoudite, dont le ministre Abdelaziz Ben Salman déclare que si « les violations des quotas de production de certains membres se poursuivent, le baril pourrait bientôt chuter à 50 dollars ». C'est effectivement une situation qui pourrait amener l'Arabie Saoudite à abandonner « son objectif de prix autour de 100 \$ le baril au profit d'une part de marché plus importante », avec

la mise sur le marché de sa réduction volontaire. Par contre cet « objectif » ne semble pas avéré, et c'est ce qu'on constate dans une récente analyse des « Break-Evens » réalisée par « Energy Intelligence », qui met en évidence finalement un prix minimal visé autour de 74 \$ pour l'année 2024.

External Break-Evens: Steady Rise Now Expected Past Mid-Decade

Break-evens may now rise more moderately than in previous forecasts, but increases will continue

Source : Energy Intelligence

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Algeria	101.8	93.8	77.1	79.3	72.9	72.2	79.2	87.8	93.8	97.7	102.4
Angola	57.5	54.7	41.4	51.7	69.8	74.3	73.6	75.2	77.4	79.9	77.1
Congo Br	71.4	64.3	43.4	51.7	69.6	76.0	79.7	81.9	85.3	88.8	86.7
Eq. Guinea	79.7	76.3	52.5	79.2	92.7	86.6	88.8	91.1	94.5	94.9	96.7
Gabon	77.8	67.2	56.9	91.7	83.2	84.8	90.6	95.1	98.4	102.8	105.3
Iran	48.3	56.8	44.8	22.7	75.8	64.5	69.2	69.6	76.8	76.1	71.1
Iraq	64.5	64.0	57.8	61.7	64.7	65.9	92.4	95.2	96.4	108.8	109.6
Kazakhstan	71.7	76.5	53.9	81.4	85.9	86.4	86.2	84.9	84.3	84.9	95.2
Kuwait	49.9	39.1	19.2	42.8	22.8	58.9	82.4	85.6	98.1	49.1	45.8
Libya	69.4	63.7	58.2	56.2	68.9	70.8	64.4	64.8	66.4	65.7	68.5
Nigeria	61.7	88.3	69.4	78.3	96.9	78.2	79.7	79.8	79.9	86.3	80.0
Oman	67.8	80.1	75.8	81.9	75.3	63.7	63.2	73.3	75.2	75.9	75.8
Russia	46.8	46.8	32.8	40.7	39.8	64.1	86.6	79.2	76.5	76.6	79.8
Saudi Arabia	48.9	52.8	49.8	53.9	64.8	74.4	73.4	72.2	78.6	76.2	79.8
UAE	38.2	33.7	32.2	22.1	66.9	91.6	52.3	51.7	52.6	46.7	46.1
Venezuela	51.8	46.6	60.5	74.6	88.2	73.6	68.8	N/A	N/A	N/A	N/A
Avg. break-even Price (\$/bbl)	63.09	62.78	51.60	60.50	69.39	72.47	74.36	77.13	79.22	78.70	80.39
Brent Avg. (\$/bbl)	71.30	64.71	43.24	71.60	99.08	82.00	76.08	82.00	82.00	82.00	82.00

facteur secondaire, et obéit à d'autres facteurs beaucoup plus importants : Le principal est la demande qui semble avoir pris définitivement la direction d'un recul progressif, dans une économie mondiale stagnante, « braquée » sur la demande asiatique (Chine et Inde) essentiellement, dont celle de la Chine elle-même en stagnation aussi

être mises sur le marché, en face d'une demande dont la croissance est très faible et en recul par rapport aux années précédentes. D'où la pression sur les 3 principaux membres devant accélérer en urgence la compensation de leur surproduction, le plus important étant la Russie, suivie de l'Irak et du Kazakhstan.

La lecture des principales projections (OPEP, BP, ExxonMobil, AIE, EI), met en évidence de profondes différences sur l'évolution de la demande et du marché pétrolier à moyen et long terme. Tous s'accordent que la consommation énergétique mondiale continuera à croître sous la pression de la démographie, la croissance de la demande en énergie primaire des pays émergents, particulièrement en Asie et en Afrique. Mais le mix énergétique est complètement différent d'une projection à une autre :

Pour l'OPEP (Opec-Woo-2024), la demande globale de pétrole poursuivra sa croissance jusqu'à l'horizon 2050, et atteindra 120 millions de barils par jour, soit un accroissement de 24% par rapport à 2023, tiré essentiellement par l'Inde, la Chine, l'Afrique et le Moyen Orient.

La compagnie BP, annonce quant à elle un pic de la demande dès 2025 autour de 102 millions de barils par jour, ou au plus tard en 2030 dans le scénario « New Momentum » suivi d'un recul continu à l'horizon 2050 dans tous les scénarios envisagés. Dans les trois scénarios, la part des sources d'énergies fossiles (hydrocarbures et charbon) est appelée à passer de 80% en 2019 à entre 20 et 50% à l'horizon 2050. Ce qui correspond à un modèle de consommation énergétique qui sera dominé par l'électricité.

ExxonMobil est plus confiante avec des projections qui se rapprochent de l'OPEP, avec un pic de la demande vers 2030, suivi d'une stabilité autour de 100 millions de barils par jour jusqu'en 2050.

L'AIE prévoit de son côté un pic de la demande autour de 106 millions de barils par jour dès 2029, tout en attirant l'attention sur un excédent de pétrole sur le marché qui pourrait atteindre 8 millions de barils par jour en 2030. Enfin « Energy Intelligence » (EI), prévoit aussi une légère augmentation de la demande pétrolière vers 2028 jusqu'à 106 millions de barils par jour, suivie d'une stabilisation à ce niveau jusqu'en 2030, puis un recul continue sur les décennies suivantes.

A moins d'une aggravation de la situation géopolitique au Moyen Orient, il est peu probable que le marché pétrolier puisse se stabiliser ou mener le baril au-delà de 80 \$ à court terme (2024-2025).

(*) Expert en énergie, ancien ministre
Source : energymagazinedz.com

APPUI ALLEMAND À
LA COOPÉRATION
AVEC LA
MAURITANIE
**62 millions
d'euros pour le
secteur de la
pêche**

L'ambassadeur d'Allemagne en Mauritanie, Florian Rein-del, a déclaré que l'année dernière, lors des négociations bilatérales entre l'Allemagne et la Mauritanie, son pays a promis 62 millions d'euros pour les années 2023-2024, dans le cadre de la coopération au développement. Cette annonce a été faite lors d'une réception organisée par l'ambassadeur d'Allemagne en Mauritanie, mercredi soir, à l'occasion de l'anniversaire de la journée de l'unité allemande. Il a ajouté que la subvention allemande est dédiée au secteur de la pêche, en investissant dans l'infrastructure du port de pêche traditionnel, en soutenant la garde côtière et l'Institut de recherche marine. « L'ambassadeur allemand a souligné que le gouvernement de son pays soutient les efforts de la Mauritanie dans le domaine de l'hébergement et de l'accueil des réfugiés à travers la frontière orientale du pays.

DÉVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN TUNISIE

Partenariats public-privé et coopération internationale

«L'intelligence artificielle peut jouer un rôle central en apportant des solutions innovantes pour optimiser les processus, réduire les coûts et ouvrir de nouvelles perspectives d'emploi. Prenons l'exemple de l'agriculture, secteur vital en Tunisie», c'est ce qu'a déclaré Jérôme Ribeiro, président-fondateur de «Human AI», en mettant le doigt sur l'opportunité unique qu'offre l'IA pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux.

«**D**ans notre monde en perpétuel mouvement, l'intelligence artificielle (IA) se positionne aujourd'hui, comme un acteur majeur de la transformation de nos sociétés. En Tunisie, pays riche en talents et en ressources, l'IA représente une opportunité unique pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Plus qu'une simple avancée technologique, l'IA doit être envisagée comme un outil au service de l'humanité, capable de favoriser l'inclusion, de stimuler l'innovation et d'améliorer la vie de tous les Tunisiens, comme nous le prônons chez « Human AI » », nous explique Jérôme Ribeiro, président-fondateur de « Human AI ».

Les secteurs concernés par l'innovation

Faisant le point autour de ce sujet, Ribeiro, déclare à ce propos, que la Tunisie se trouve à un moment clé de son développement économique, où moderniser les secteurs existants, tout en développant de nouveaux, est essentiel. L'IA peut jouer un rôle central en apportant des solu-



tions innovantes pour optimiser les processus, réduire les coûts et ouvrir de nouvelles perspectives d'emploi.

«Prenons l'exemple de l'agriculture, secteur vital en Tunisie. Aujourd'hui, l'IA offre des outils puissants pour aider nos agriculteurs à mieux gérer les ressources en eau, à anticiper les conditions climatiques et à améliorer les rendements. Les drones

équipés de capteurs IA, par exemple, permettent de surveiller les cultures avec une précision inédite, optimisant ainsi l'utilisation des ressources et augmentant la productivité.

Cela se traduit par une agriculture plus durable, capable de répondre aux défis du changement climatique tout en assurant la sécurité alimentaire », mentionne le responsable.

Un autre secteur pointé du doigt par Jérôme Ribeiro, le tourisme. Il s'agit, selon lui, d'un autre pilier de l'économie tunisienne qui peut également tirer profit de l'IA.

«En exploitant les données pour mieux comprendre les besoins des visiteurs, l'IA permet de personnaliser les expériences et de gérer plus efficacement les flux touristiques.

Imaginez des systèmes capables de recommander des itinéraires en fonction des préférences individuelles ou de réguler l'affluence dans les sites touristiques, protégeant ainsi notre patrimoine tout en offrant une expérience de visite optimisée.

Nous entrons dans une ère d'ultra-personnalisation du tourisme, où chaque visiteur peut vivre une expérience unique, adaptée à ses envies et à ses attentes, grâce aux capacités d'analyse et de prédiction de l'IA. Cette transformation redéfinit, non seulement la manière dont les services touristiques sont proposés, mais aussi la manière dont nous envisageons et gérons nos ressources culturelles et naturelles, rendant le tourisme à la fois plus attractif et plus durable», précise Ribeiro.

PRÉVISIONS MOODY'S 2025-2027

Le PIB non pétrolier de l'Arabie saoudite devrait croître de 5,5%

Le produit intérieur brut réel hors hydrocarbures de l'Arabie saoudite devrait croître de 5 à 5,5 pour cent entre 2025 et 2027, grâce à l'augmentation des dépenses publiques, selon une nouvelle analyse. Dans son dernier rapport, l'agence de notation Moody's, basée aux États-Unis, a déclaré que cette croissance marque une amélioration par rapport à la croissance de 4,6 pour cent enregistrée en 2022-2023 et à la modeste croissance de 1,5 pour

cent observée entre 2017 et 2019. Les efforts du Royaume pour renforcer son secteur non pétrolier s'alignent sur les objectifs stratégiques de la Vision 2030, qui vise à diversifier l'économie et à réduire la dépendance à l'égard des revenus du pétrole brut. Moody's a souligné que des dépenses publiques soutenues seront essentielles pour soutenir les initiatives de diversification économique. «Bien que nous nous attendions

à ce que l'activité économique hors hydrocarbures reste robuste, les risques de baisse des prix du pétrole et des niveaux de production amplifieront l'arbitrage entre la mise en œuvre de projets de diversification et le maintien d'une position budgétaire et d'un bilan souverain robustes", a noté Moody's dans le rapport.

La récente déclaration prébudgétaire de l'Arabie saoudite, publiée le 30 septembre, souligne l'importance accordée à la diver-

sification de l'économie et aux programmes sociaux, en particulier dans le cadre de la Vision 2030 et de divers giga-projets. Les dépenses publiques devraient rester élevées, aux alentours de 30 à 32 pour cent du PIB au cours de la période 2025-2027, conformément aux tendances récentes.

"Le niveau relativement élevé des dépenses, qui comprendra probablement une allocation accrue aux dépenses d'investissement, soutiendra la croissance

économique hors hydrocarbures et la réduction progressive de l'exposition du royaume à la transition carbone mondiale à long terme", a ajouté l'agence de notation.

Moody's a souligné le rôle crucial du Fonds d'investissement public de l'Arabie saoudite dans les efforts de diversification économique du royaume, notant que le fonds pourrait atténuer les défis économiques pendant les périodes de baisse des prix du pétrole.

EGYPTE

Le Caire réalise son plus gros achat direct de blé depuis 2022

L'Egypte est le premier importateur mondial de blé. Alors que le pays doit renforcer ses achats de la céréale sur le marché international en 2024/2025, l'acheteur public est à l'affût des opportunités pour réduire ses dépenses. En Egypte, l'Autorité générale en charge des approvisionnements (GASC) vient de conclure un contrat d'achat de blé direct pour se procurer un stock total de 3,12 millions de tonnes de la céréale entre novembre et

avril prochains.

Il s'agit du plus gros contrat signé par l'acheteur public qui s'est lancé dans les achats de blé direct depuis 2022. Selon les détails rapportés le mercredi 2 octobre par Reuters, citant des sources proches du dossier ayant requis l'anonymat, la cargaison sera expédiée à raison de 510 000 tonnes par mois depuis la région de la mer noire.

Cette démarche de la GASC est à inscrire dans un contexte où les importations égyptiennes de blé égyptien de-

vraient atteindre de nouveaux sommets en 2024/2025. Selon les dernières estimations de la FAO, le pays des pharaons devrait augmenter ses importations de la céréale de 1,6 % pour atteindre 12,2 millions de tonnes. Il faut noter que contrairement aux appels d'offres d'achats courants, le processus d'achat direct garantit une marge de manœuvre importante pour opérer le choix le plus optimal parmi un large éventail d'origines et obtenir des prix plus compétitifs.

En Egypte, les dépenses pour l'achat de blé ont augmenté de 30 % atteignant 2,3 milliards \$ au cours du premier semestre 2024, selon les données compilées par l'Agence centrale de la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS).

Dans le pays des Pharaons, la majorité du volume de blé consommé entre dans le cadre du programme de subventions du pain qui coûte chaque année près de 3 milliards \$ à l'État, selon les données officielles.

BÉNIN

Hausse de 40,07% des exportations vers la CEDEAO en trois mois

Au premier trimestre 2024, le Togo était le premier client du Bénin dans l'espace CEDEAO. Mais à la faveur d'une hausse des exportations de plusieurs produits tels que le riz, c'est désormais le Nigeria qui occupe cette place, enregistrant 31% des ventes béninoises dans l'espace.

Les exportations du Bénin vers les autres pays de la CEDEAO s'établissent à plus de 38,2 millions \$ au deuxième trimestre 2024 contre plus de 27,2 millions \$ en glissement trimestriel, soit une hausse de 40,07 %. C'est ce qu'indiquent les données de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTAD), publiées le mardi 1er octobre 2024.

Selon l'institution, ces exportations sont essentiellement portées par les produits alimentaires (riz, huile de palme, fruits frais), le coton et ses produits dérivés et les produits du ciment entre autres. Avec 31% de la valeur des ventes des produits béninois, c'est le Nigeria qui se positionne en tête des principaux clients du Bénin dans l'espace CEDEAO au deuxième trimestre. En 2023, les deux pays avaient annoncé la mise en œuvre de douze mesures pour rétablir leurs échanges commerciaux, parmi lesquelles : la levée des barrières et autres obstacles au commerce licite, le renforcement de la lutte contre la criminalité transfrontalière et la réactivation du comité conjoint de suivi des relations commerciales.

Avec cette nouvelle position, le Nigeria dépasse le Togo, qui se place désormais au



deuxième rang avec 28% des ventes de produits béninois. Le Burkina Faso est quant à lui le 3e principal client du pays dans l'espace.

Ces chiffres sont enregistrés alors que les frontières entre le Bénin et le Niger, partenaires commerciaux historiques, restent fermées depuis le coup d'Etat qui a renversé le président Mohamed Bazoum en 2023. Les autorités béninoises, qui avaient fermé leurs frontières en application des

sanctions de la CEDEAO, ont fini par les rouvrir, tandis que Niamey maintient les siennes fermées, invoquant des risques sécuritaires.

Au deuxième trimestre 2024, les importations du Bénin en provenance des pays de la CEDEAO s'établissent à plus de 147 millions \$. Selon l'Instad, les trois principaux pays fournisseurs du Bénin dans l'espace sont le Togo, la Côte d'Ivoire et le Nigeria

BURKINA FASO

Près de 15% des sites télécoms d'Orange inaccessibles

Le secteur des télécommunications est l'un de ceux qui connaissent une forte perturbation des activités dans le pays. Les infrastructures qui assurent sa rentabilité sont victimes de diverses nuisances qui entravent l'offre de service. L'opérateur de téléphonie mobile Orange Burkina Faso n'a plus accès à près de 15% de ses sites télécoms. L'information a été révélée par Jérôme Hénaire, le directeur exécutif d'Orange Afrique et Moyen-Orient (OMEA), le lundi 1er octobre au cours d'une interview sur la radio publique française RFI. En clair, les équipes techniques de la société télécoms ne peuvent plus se ren-

dre sur certains sites pour effectuer les indispensables services de maintenance à cause de la situation sécuritaire qui prévaut dans certaines localités du pays.

« Il y a une insécurité forte, des zones rouges qui nous empêchent d'opérer sur une partie du pays [...] on ne va pas exposer nos salariés pour aller faire la maintenance, les réparer au moindre risque sécuritaire [sites télécoms]. On choisit évidemment de n'opérer que sur une partie du territoire où les conditions de sécurité sont associées », a expliqué le patron d'Orange en Afrique. La conséquence directe enregistrée par cette situation est la dégradation de la qualité de ser-

vice fournie par Orange à ses clients. En août dernier, Aminata Zerbo/Sabane (photo), ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, déplorait des actes de vandalisme ou de destruction d'infrastructures télécoms commis par les terroristes dans plusieurs zones du pays. Elle affirmait que ces actions avaient suscité une baisse des taux de couverture des services de téléphonie mobile et Internet dans le pays de 10 à 20 %, ainsi qu'une dégradation de la qualité de services globale. Le gouvernement s'est d'ailleurs engagé à investir 3 milliards de francs CFA (5,07 millions \$) pour restaurer le réseau té-

lécoms dans les zones qui en ont été privées.

Au Burkina Faso, Orange est actuellement le leader du marché télécoms selon les dernières données de l'Autorité de régulation des communications électronique et des postes (Arcep) datées du 1er trimestre 2024. Avec 12 694 159 clients, la société détenait 46,57% des parts de marché contre 42,89% pour Onatel SA et 10,55% pour Telecel Faso. Malgré l'inaccessibilité de ses techniciens à une partie de ses sites télécoms, l'entreprise a enregistré une croissance d'abonnés d'environ 600 000 entre le 1er trimestre 2023 et celui de 2024.

NIGERIA

Le Pays veut attirer au moins 5 milliards \$ de financements pétro-gaziers en mer

Le Nigeria peine encore à mobiliser les investissements pour soutenir l'évolution de son industrie pétro-gazière, régulièrement freinée par des défis structurels qui affectent la monétisation des ressources énergétiques du pays, notamment en mer.

Au Nigeria, un cadre juridique a été introduit jeudi 3 octobre pour stimuler des investissements dans le secteur gazier en eaux profondes, jugé sous-exploité en dépit du potentiel significatif en hydrocarbures mis en évidence dans l'offshore.

Le texte vise un objectif financier particulier. « Nous avons l'intention de débloquer entre 5 et 10 milliards USD de nouveaux investissements au Nigeria à court et à moyen terme » a déclaré OluVerheijen, la conseillère spéciale du président Bola Tinubu pour l'Énergie.

L'arsenal juridique est en attente d'approbation parlementaire. La nouvelle loi prévoit concrètement des incitations fiscales, entre autres sous la forme de crédits d'impôt, en faveur des investisseurs pétroliers. Elle devrait aussi permettre l'établissement d'une allocation de production de gaz pour les projets ciblant l'exploitation des gisements pétro-gaziers à terre et en eaux peu profondes, en particulier ceux dont la phase opérationnelle est prévue pour d'ici 2029.

Depuis plus d'un an, la politique de l'Etat nigérian, qui accorde une grande importance au développement de l'industrie pétrolière, secteur économique couvrant environ 5,5% du PIB et environ 92% des exportations, a attiré plus de 30 USD de fonds étrangers directs.

En baisse ces dernières années, l'investissement dans le secteur pétro-gazier demeure un défi pour le gouvernement. Selon les analystes, le renforcement de l'attractivité globale de l'industrie nigériane des hydrocarbures n'est qu'une des solutions à mettre en œuvre pour le relever de manière constante.

ANGOLA

Des succès annoncés dans l'exploitation du bloc offshore 15

En novembre 2022, la major pétrolière américaine ExxonMobil a annoncé la découverte d'une nouvelle réserve de pétrole dans le puits Bavuca Sul-1 du bloc 15, localisé au large des côtes de l'Angola.

Dans le cadre de l'édition 2024 de l'Angola Oil& Gas (AOG) Conference, clôturée jeudi 3 octobre, Katrina Fisher, patronne de la filiale angolaise d'ExxonMobil, a livré des avancées

positives des activités pétrolières concernant le bloc producteur offshore 15.

Suite aux différentes activités entreprises par la compagnie pour en optimiser le rendement, la production d'or noir a connu une augmentation notable de l'ordre de 30 % portant le total d'hydrocarbures extrait de ce périmètre à environ 2,6 milliards de barils. Pour Katrina Fisher, cette réussite

opérationnelle, est essentiellement attribuable à la collaboration active avec les partenaires d'ExxonMobil sur ce site, en l'occurrence la coentreprise AzuleEnergy, la compagnie norvégienne Equinor et la société publique du pétrole de l'Angola, Sonangol.

L'année dernière, ExxonMobil avait annoncé qu'elle investirait 15 milliards de dollars dans la recherche d'hydrocarbures en Angola d'ici la fin de la

décennie. Un projet qui s'insère dans le contexte de baisse soutenue de la production pétrolière ces dernières années.

L'entreprise américaine est le deuxième producteur de pétrole en Angola. Une production d'huile évaluée à plus de 580 000 b/j, essentiellement portée par le bloc offshore 15. L'Angola a produit environ 1,2 million b/j en 2023, en moyenne.

APRÈS LES ANNONCES DES MESURES DE RELANCE

Les actions chinoises ont-elles encore du potentiel?

La série de mesures de relance annoncées par la Chine la semaine dernière, marquent selon Janus Henderson, le passage du contrôle de la dette au soutien de la croissance. Ce changement de paradigme pourrait être le catalyseur nécessaire pour restaurer la confiance et débloquer la valeur sur les marchés chinois, estime la société de gestion.

La semaine dernière, la Chine a annoncé une série de mesures destinées à soutenir l'économie et atteindre l'objectif de croissance de 5% en 2024. L'urgence de relancer le secteur immobilier, en perte depuis trois années, a été soulignée par le pouvoir chinois. Les marchés boursiers n'ont pas été insensibles à l'annonce de ces diverses mesures de relance. Dont les principaux concernés, à savoir les marchés chinois. Le CSI 300 - qui regroupe les plus importantes capitalisations des bourses de Shenzhen et de Shanghai - a bondi de 16% en une semaine, sa plus forte progression hebdomadaire depuis 2008, rappelle Victoria Mio, responsable des actions Chine chez Janus Henderson. "Après l'annonce des politiques, l'humeur générale des investisseurs est passée du scepticisme à l'optimisme, car ils s'attendaient à ce que les mesures soutiennent la croissance économique et puissent potentiellement conduire à une reprise soutenue du marché", note Victoria Mio.

Cette fois-ci pourrait être différente

La Chine n'en est pas à son coup d'essai. Les autorités du pays avaient déjà annoncé en avril dernier, des mesures de relances avec l'émission d'obligations d'État spéciales à long terme. Mais elles n'ont "pas réussi à créer un élan durable", rappelle Victoria Mio. Pour autant, la spécialiste estime qu'il existe cette-fois ci des "raisons probantes" de penser que ces mesures fonctionneront. La spécialiste cite un environnement extérieur plus favorable, et évoque à ce titre la baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine en septembre. Selon Janus Henderson, cet assouplissement a créé un environnement plus favorable à la mise en œuvre de mesures de relance par les décideurs chinois, "réduisant ainsi les craintes de fuite des capitaux ou de dévaluation de la monnaie". En ce qui concerne la Chine plus spécifiquement, la détérioration de la consommation et du marché a atteint un tel stade, selon Victoria Mio, que les décideurs politiques ont considéré qu'il était nécessaire de prendre des mesures décisives. "Cette urgence est évidente au vu de la réunion décalée du Politburo (la semaine dernière) et du langage inhabituellement explicite utilisé dans les déclarations de politique générale", avance la

spécialiste. "Contrairement aux initiatives précédentes, les mesures portent non seulement sur la politique monétaire, mais aussi sur les défis du secteur immobilier, la stabilité des marchés boursiers et la confiance des consommateurs. D'autres mesures pourraient être annoncées dans les semaines à venir", poursuit-elle.

Quelles implications pour les investisseurs?

Pour Janus Henderson, ce changement de politique initié par la Chine mettra en lumière quelques éléments clés à prendre en compte par les investisseurs. La société de gestion avance des opportunités en termes de valorisation, avec des actions chinoises qui se négocient actuellement à des prix attractifs. Elle rappelle que l'indice MSCI China affiche un ratio cours sur bénéfice à 12 mois d'environ 10,3 (au 30 septembre 2024), "ce qui en fait l'un des marchés les moins chers au monde". "Il s'agit donc d'un point d'entrée unique pour les investisseurs à la recherche de rendement sur un marché doté d'un potentiel de croissance substantiel", signale Janus Henderson. Aussi, la faible corrélation de la Chine avec les autres marchés mondiaux, en particulier pendant les périodes de volatilité des marchés mondiaux est un atout pour la société de gestion, et "en fait une excellente option de diversification pour les investisseurs". "Avec les nouvelles mesures de relance budgétaire attendues, la Chine pourrait potentiellement surperformer les autres marchés développés et émergents au cours des prochains trimestres", s'attend aussi Janus Henderson. En termes de secteurs, la société de gestion estime que les récentes annonces ont créé une dynamique positive dans des compartiments tels que la technologie, la consommation, l'immobilier, les matières premières, les soins de santé et les services financiers. Plus globalement, les entreprises de haute qualité ayant des fondamentaux solides sont susceptibles de bénéficier le plus de l'augmentation des liquidités et des politiques de soutien.

L'enjeu de la présidentielle américaine

"Le dernier plan de relance marque un tournant pour la trajectoire économique du pays

et les marchés boursiers. Alors que les investisseurs mondiaux recherchent la stabilité dans un contexte d'incertitude, la décision du gouvernement chinois de passer du contrôle de la dette au soutien de la croissance pourrait être le catalyseur nécessaire pour restaurer la confiance et libérer de la valeur sur les marchés chinois", conclut Victoria Mio. Dans une note publiée cette semaine, la banque UBS s'est également dite optimiste pour la suite sur les marchés chinois, notamment parce que la banque suisse table sur des soutiens budgétaires et monétaires supplémentaires de la part des autorités chinoises. "Dans l'ensemble, nous sommes plus optimistes qu'au début de la semaine dernière, grâce à une meilleure coordination des politiques et à une plus grande détermination (des autorités chinoises, NDLR) mais nous

pensons que la trajectoire dépendra du niveau relatif de soutien budgétaire, de l'exécution des politiques et des achats sur les marchés de capitaux", explique l'établissement helvétique. UBS table voit un potentiel de "hausse à un chiffre", soit entre 1% et 4%, pour les indices chinois au quatrième trimestre mais ensuite à "un chiffre élevé", soit entre 5% et 9%, pour 2025. Un potentiel qui dépendra toutefois du résultat de l'élection américaine du mois prochain, prévient la banque suisse. En terme de secteurs, elle privilégie les acteurs chinois de l'internet, la consommation, des télécoms, de l'énergie et du secteur financier. Au-delà de la Chine, les groupes miniers australiens (comme Rio Tinto) et les grands noms européens du luxe pourraient bénéficier d'un redressement de la conjoncture chinoise, explique-t-elle.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Octobre 2024

Valeur : 07 Octobre 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.8396	132.8546
1	EUR	EURO		146.6416	146.6715
1	GBP	POUND STERLING		174.3760	174.4185
100	JPY	JAPANESE YEN		90.5889	90.6053
1	CNY	CHINESE YUAN		18.9246	18.9316
1	CHF	SWISS FRANC		156.0432	156.0792
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.2178	98.2362
1	DKK	DANISH KRONE		19.6654	19.6688
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8947	12.8986
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5280	12.5327
1	AED	UAE DIRHAM		36.1645	36.1726
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3909	35.3986
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.1163	434.4493
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2217	43.6561
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6039	13.6055
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7826	27.9253
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3453	3.3558
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.1277	179.1277

MALGRÉ UNE NETTE HAUSSE CE VENDREDI

Le CAC 40 a perdu plus de 3% cette semaine

L'indice parisien termine la séance de vendredi en hausse de 0,85%, après la publication d'excellents chiffres de l'emploi américain. Mais en rythme hebdomadaire, le bilan est lourd (-3,2%) la tendance ayant été plombée par le risque géopolitique. L'emploi américain sauve la fin de semaine de la Bourse de Paris. Le CAC 40 clôture en nette hausse de 0,85% à 7.541,36 points vendredi soir, soutenu par la vigueur de l'état de santé du marché de l'emploi aux Etats-Unis. En septembre, l'économie américaine a en effet créé 254.000 emplois contre 159.000 en août, alors que les économistes sondés par le Wall Street Journal tablaient sur 150.000 nouvelles créations de postes en septembre. Le taux de chômage a en parallèle reculé en

septembre aux Etats-Unis, à 4,1% contre 4,2% au mois d'août.

Les bonnes nouvelles, sont vraiment de bonnes nouvelles

Ce rapport était attendu non sans une certaine anxiété. La Réserve fédérale américaine (Fed) a martelé à plusieurs reprises qu'elle était très attentive à l'état de santé du marché de l'emploi outre-Atlantique pour piloter sa politique monétaire. "Au vu de la solidité du marché du travail mise en évidence par le rapport sur l'emploi de septembre, le véritable débat au sein de la Fed devrait porter sur l'opportunité d'assouplir la politique monétaire. Les espoirs d'une réduction de 50 points de base (0,5 point de pourcentage) ont disparu depuis longtemps. Nous continuons de penser que la Fed

adoptera une approche plus mesurée, en réduisant les taux de 25 points de base (0,25 point de pourcentage) à chaque réunion jusqu'à ce que le taux directeur se situe entre 3,00 % et 3,25 %", avance Paul Ashworth de Capital Economics. En rythme hebdomadaire, par contre, le bilan est beaucoup moins flatteur. L'indice vedette parisien lâche 3,21%, ployant sous les tensions au Proche-Orient qui ont clairement pesé sur le sentiment des investisseurs ces derniers jours. Jeudi, le président américain Joe Biden a indiqué qu'Israël pourrait attaquer les infrastructures pétrolières de l'Iran. Ce qui a nettement propulsé les cours du pétrole. Ce vendredi, l'or noir poursuit encore sa hausse. Le contrat de décembre sur le Brent de mer du Nord avance de 1,1% à 78,49 dollars le baril tan-

dis que celui de novembre sur le WTI coté à New York progresse de 1,3% à 74,69 dollars le baril. "Sans doute, cette hausse du prix du pétrole et les tensions croissantes au Moyen-Orient ont affecté la prise de risque sur les marchés. Néanmoins, le marché reste focalisé sur l'évolution de la croissance et de l'inflation dans les grands pays, notamment du fait de leur incidence sur les politiques monétaires", explique Sebastian Paris Horvitz, de LBPAM.

Une sortie de la cote pour Ubisoft?

Sur le front des valeurs, l'animation est venue dans l'après-midi du côté des pensionnaires du SBF 120. Ubisoft termine en forte hausse de 33,5%, réveillé par des informations de Bloomberg selon lesquelles la famille Guillemot réfléchirait à plu-

sieurs options pour stabiliser la société dont une sortie de la cote, c'est-à-dire un rachat de l'entreprise, aux cotés de Tencent. Elis a rebondi de 10%, après avoir annoncé dans l'après-midi avoir mis un terme à ses discussions avec Vestis et Unifirst en vue d'un potentiel rapprochement. Ce qui soulage les investisseurs, qui redoutaient des levées de fonds pour financer ces potentielles acquisitions. L'ex-Orpea, Emeis a reculé de 5,3% après avoir publié ses résultats semestriels. Scor a progressé de 4,2% aidé par Berenberg qui a relevé sa recommandation à l'achat sur la valeur. Sur le marché des changes, l'euro se reploie de 0,7% face au billet vert à 1,0959 dollar alors que la monnaie unique était stable face au billet vert avant l'annonce des chiffres mensuels de l'emploi américain.

ESPAGNE

La croissance devrait atteindre 2,8% cette année

La Banque d'Espagne a relevé fortement ses prévisions de croissance pour l'économie espagnole, avec 2,8% désormais attendus en 2024, en raison notamment de la forte fréquentation touristique et de l'augmentation de la population, soutenue par l'immigration.

Bonne nouvelle pour la croissance espagnole. La Banque d'Espagne a relevé ses prévisions. Dans le détail, la croissance du pays devrait ainsi atteindre 0,6% au troisième trimestre, après 0,8% lors des deux trimestres précédents. Sur l'ensemble de 2024, la hausse du produit intérieur brut (PIB) atteindrait 2,8%, soit 0,5 point de plus que les 2,3% jusqu'alors attendus. «L'activité économique espagnole devrait conserver un rythme d'expansion soutenu au troisième trimestre », après avoir « surpris à la hausse » ces derniers mois, souligne l'institution monétaire dans ses nouvelles projections macroéconomiques, qui insistent sur la « vigueur » de l'économie ibérique. La prévision de la Banque d'Espagne est plus optimiste que celle du gouvernement de Pedro Sánchez, qui s'attend à une croissance de 2,4% cette année. De fortes recettes générées par le tourisme L'institution explique cette dynamique par « une combinaison de facteurs » allant de « l'augmentation de la population via les flux migratoires » à « la résistance de l'industrie manufacturière », en passant par la « solidité de la demande extérieure », portée par le tourisme international. En effet, selon l'organisation patronale Excel-



tur, le pays d'Europe du Sud devrait accueillir 90 millions de touristes étrangers cette année, contre 85,1 millions l'an dernier. Les recettes générées par le tourisme devraient, quant à elles, dépasser pour la première fois la barre des 200 milliards d'euros. Ce « dynamisme extraordinaire » s'accompagne d'un « processus de diversification géographique et

saisonnaire », permettant de mieux répartir les retombées économiques du tourisme sur le territoire et dans le temps, insiste la Banque d'Espagne dans sa note économique. Une santé économique au beau fixe L'Espagne a ainsi enregistré l'an dernier une croissance de 2,5%, bien supérieure à la moyenne de l'Union européenne (0,4%). Cette dynamique a permis à Madrid de ramener son déficit public de 4,7% à 3,7% du PIB, et son taux de chômage de 12,87% à 11,80%. Le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez parie même sur une nouvelle réduction du nombre de demandeurs d'emplois, attendu à 11% de la population active fin 2024. Le gouvernement s'est aussi engagé à ramener cette année le déficit public sous la barre des 3%. L'Espagne n'est d'ailleurs pas visée par la procédure pour déficit excessif, ciblant sept États membres, dont la France. Tous ont dépassé l'an dernier la limite de déficits publics fixée à 3% du produit intérieur brut (PIB) par le Pacte de stabilité, qui limite aussi la dette à 60% du PIB. Les pays concernés - la Belgique, l'Italie, la Hongrie, Malte, la Pologne et la Slovaquie - devront prendre des mesures correctrices pour respecter à l'avenir ces règles budgétaires.

ITALIE

Rome veut faire payer plus d'impôts à ses entreprises les plus rentables

L'Italie veut faire payer plus d'impôts à ses entreprises les plus rentables Le ministre italien des finances, Giancarlo Giorgetti, a déclaré que les entreprises qui ont le plus profité des conditions économiques particulièrement favorables de ces dernières années seront invitées à contribuer aux efforts de réduction de la dette du pays. S'adressant à Bloomberg News, M. Giorgetti a déclaré qu'il envisageait de nouveaux prélèvements qui s'appliqueraient aux entreprises de différents secteurs. Il s'agit d'un "effort que le pays tout entier doit entreprendre", a-t-il déclaré à Chiara Albanese de Bloomberg. L'Italie prévoit de ramener son déficit budgétaire sous la barre des 3 % de la production économique d'ici à 2026.

SRI LANKA

L'accord de la restructuration de sa dette approuvé

La crise de 2022 avait conduit le Sri Lanka à faire défaut sur sa dette extérieure d'un montant de 42 milliards d'euros. Le gouvernement la restructuration d'une partie de cette dette. Le nouveau gouvernement du Sri Lanka a annoncé avoir approuvé samedi un accord signé par son prédécesseur avec les créanciers privés du pays pour la restructuration d'une dette de 12,5 milliards de dollars en obligations souveraines.

"Les autorités sri-lankaises confirment l'approbation de l'accord de principe annoncé le 19 septembre", a déclaré dans un communiqué le ministère sri-lankais des Finances. Frappé en 2022 par la plus grave crise économique et financière de son histoire, le pays a obtenu un an plus tard du Fonds monétaire international (FMI) une aide de 2,9 milliards de dollars (2,6 milliards euros) en échange de sévères mesures d'austérité et d'une restructuration de sa dette.

Élections législatives le 14 novembre La crise de 2022 avait conduit le Sri Lanka à faire défaut sur sa dette extérieure d'un montant de 46 milliards de dollars (42 milliards d'euros). L'ancien chef d'Etat Rani Wickremesinghe avait annoncé un accord avec les détenteurs d'obligations souveraines et la Banque chinoise de développement, deux jours avant le scrutin présidentiel du 21 septembre. L'accord prévoyait l'effacement de 27% de la dette en obligations souveraines

détenue par les créanciers privés du pays et de 11% des intérêts dus par le Sri Lanka depuis qu'il a fait défaut. Le nouveau président de gauche du pays, Anura Kumara Dissanayake, a manifesté son intention de "renégocier" certaines clauses de l'accord avec le FMI, notamment pour baisser les taxes sur les produits de première nécessité, très impopulaires. Vijita Herath, le ministre sri-lankais des Finances, a annoncé la venue mercredi à Colombo d'une équipe du FMI pour

rencontrer le nouveau gouvernement. Les négociations avec l'institution devraient débuter plus tard ce mois-ci aux Etats-Unis, a-t-il ajouté. L'accord de restructuration doit être soumis au Parlement pour ratification. Des élections législatives anticipées sont prévues le 14 novembre, après la dissolution de l'Assemblée décidée par M. Dissanayake peu après avoir été investi.

EN COOPÉRANT AVEC LA CORÉE DU SUD ET L'ITALIE

Le Japon accroît sa flexibilité en matière de GNL

Le Japon a accepté dimanche d'étudier la possibilité de coopérer avec la Corée du Sud et l'Italie en matière d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL). Le Japon, deuxième importateur mondial de GNL après la Chine, recherche en effet une plus grande flexibilité tout en renforçant sa sécurité énergétique. JERA, la plus grande entreprise de services publics du Japon, et la société sud-coréenne Korea Gas Corp (KOGAS), qui est également un acheteur important de GNL, étudient les possibilités d'achats conjoints, d'échanges de cargaisons et d'autres formes de coopération, a déclaré le ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) dans un communiqué

publié dimanche. "Les gouvernements des deux pays espèrent que cette initiative servira de point de départ à une nouvelle coopération en matière de GNL entre les entreprises coréennes et japonaises", indique le communiqué cosigné par le ministère sud-coréen du commerce, de l'industrie et de l'énergie. Par ailleurs, l'Organisation japonaise pour les métaux et la sécurité énergétique (JOGMEC), soutenue par l'État, a signé un accord préliminaire avec l'entreprise énergétique italienne Eni afin de coopérer en matière d'approvisionnement en GNL, Eni étant également à la recherche d'investisseurs pour ses projets de GNL. "Nous traitons déjà avec des acheteurs japonais à court terme et nous aime-

rons étendre cette collaboration à long terme", a déclaré Cristian Signoretti, directeur du portefeuille mondial de gaz et de GNL d'Eni, à des journalistes en marge d'une conférence sur le GNL à Hiroshima dimanche. Les acheteurs japonais recherchent de plus en plus des contrats plus souples, de plus courte durée, qui permettent également la revente, de sorte que les entreprises puissent rediriger les cargaisons vers d'autres acheteurs en cas de baisse de la demande intérieure. Le Japon renforce également son propre commerce de GNL dans la région. Tokyo Gas, le plus grand fournisseur de gaz de ville du Japon, collabore déjà avec des partenaires pour l'achat conjoint de GNL, ce qui renforce ses capacités de réaction en

cas d'urgence, a déclaré Yumiko Yao, directrice générale senior pour le GNL, lors de la conférence de dimanche. Afin de garantir un approvisionnement adéquat, la JERA est désignée par le gouvernement japonais pour sécuriser une cargaison de GNL, soit environ 70 000 tonnes métriques, chaque mois de décembre à février en préparation de la saison de chauffage pour la réserve stratégique de GNL du pays (Strategic LNG Buffer - SBL). Le Japon va préparer des cargaisons pour le SBL pour cette saison de chauffage également, a déclaré à Reuters Yuya Hasegawa, directeur de division au ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie, en marge de la conférence.

W1

La nouvelle McLaren de tous les superlatifs !

Quand le marché n'a d'yeux que pour les SUV et les voitures vertes, McLaren dégage une supersportive déjà légendaire, la W1. Après les formidables F1 et P1 qui ont marqué leur époque, la W1 s'affirme l'ultime condensé du savoir-faire des ingénieurs de Woking.

En 2024, il existe déjà par mal "d'avion de chasse" qui empilent les chevaux comme d'autres les perles. La Rimac Nevara avance 1 914 ch, la Lotus Evija carrément 2 000 ch, alors que la future Bugatti Tourbillon devrait compter sur une cavalerie de 1 877 pur-sang. Mais si ces trois monstres sont, ou s'annoncent, comme de formidables catapultes en ligne droite, leur poids élevé -notamment pour les deux premières, 100% électriques, qui tu-toient ou dépassent 2 tonnes - n'en feront pas forcément des bêtes de circuit. Non, pour exploser tous les chronos sur piste fermée, c'est du côté de McLaren qu'il faut tourner le regard. En effet, le constructeur anglais annonce aujourd'hui la naissance de son dernier fleuron. Et le 6 octobre n'a pas été choisi par hasard. Cette date marque, en effet, les 50 ans du jour où Emerson Fittipaldi offrait à McLaren, sur le circuit de Watkins Glen aux Etats-Unis, ses premiers titres pilote et constructeur en Formule 1. Ainsi, 31 ans après la F1 (1993), onze ans après la P1 (2013), voici donc la W1, le concentré du savoir-faire de McLaren du moment. Tout dans la fiche technique de cette voiture donne le tournis. A commencer par l'obsession de la marque pour concevoir une voiture la plus légère possible.

L'obsession de la légèreté et une puissance délirante

En l'occurrence, la nouvelle venue annonce une masse de 1 399 kg à sec des plus raisonnables au vu de ses 4,64 m de long pour 1,18 m de haut. Mais pour arriver à cette taille de guêpe, la W1 a fait des choix radicaux. De fait, si cette W1 profite d'une hybridation, comme la P1 en son temps, pas question d'embarquer une grosse et lourde batterie. La nouvelle venue se suffit d'être une hybride "auto rechargeable" avec sa "pile" de 1,38 kWh, à peine plus grosse que celle d'une Renault Clio E-Tech (1,2 kWh). Sauf que l'anglaise a droit à ce qui se fait de mieux dans le genre, avec des cellules dérivées de celles utilisées en compétition. De quoi permettre à la W1 de rouler en 100% électrique sur environ 2 km, tout en étant capable de délivrer un boost de 347 ch/440 Nm de couple, s'additionnant à la puissance déjà hors norme délivrée par le nouveau 4 l bi-turbo. Profondément remanié par rapport au bloc de même cylindrée qui anime la 750S, ce V8 annonce 928 ch (+178 ch), 900 Nm de couple (+ 100 Nm), et un régime maxi de 9 200 tr/mn ! Au total, la W1 revendique 1 275 ch cumulés et une valeur de couple maxi de 1 340 Nm entre 4 500 et 5 000 tr/mn. Mais ces chiffres inédits chez McLaren n'auraient pas de sens si la voiture n'était pas capable de les exploiter.



A l'intérieur, les assises des sièges sont fixes !

Autres particularités de cette nouvelle W1, de spectaculaires portes à ouverture en "aile de mouette" qui ouvrent l'accès à une cellule centrale où conducteur et passager sont installés dans des sièges à l'assise fixe ! Une architecture qu'on avait déjà vu sur la Ford GT (2017), qui s'accompagne, pour trouver une bonne position de conduite, d'un ensemble volant/pédalier réglable. Evidemment, l'espace n'est pas formidable mais McLaren a tout de même pris soin de proposer des espaces de rangement à bord - dont un coffre derrière les sièges capables d'accueillir deux sacs ou deux casques - arguant que la W1 se veut tout à fait utilisable au quotidien ou pour partir en week-end. Reste qu'il faudra raison garder au volant de cette W1 car les performances annoncées sont stratosphériques : 2,7 s pour atteindre 100 km/h, 5,8 s pour voir s'afficher 200 au compteur (numérique), alors que la barrière des 300 km/h serait avalée en seulement 12,7 s ! Quant à la vitesse maxi, McLaren l'a, comme sur la précédente P1, bridée à 350 km/h. Enfin, le spécialiste anglais précise que la sonorité du V8 s'annonce des plus jouissives et spectaculaires... sur les marchés où la législation n'est pas trop contraignante sur le bruit.

Chaque W1 sera livrée à son (heureux) propriétaire avec une garantie de 4 ans (6 ans/75 000 km pour la batterie) assorti d'un plan d'entretien de 4 ans également. Seul hic, les bons de commande des 399 exemplaires prévus sont déjà tous alloués. Mais, pour vous consoler, sachez que le prix d'une W1 est, en Angleterre, de 2 millions de livres (taxes locales comprises), soit 2,39 millions d'Euros, sans les innombrables et indispensables personnalisations proposées pas MSO (McLaren Special Operations).



Une aéro annoncée plus avancée que celle d'une F1

La marque a sorti l'artillerie lourde et exploité son savoir-faire en Formule 1 pour que la W1 soit la plus rapide des McLaren de l'histoire, aussi bien sur la route que sur circuit. Et on veut bien les croire tellement tout a été optimisé, de l'aérodynamisme à la suspension, en passant par les freins et l'interface avec le pilote. A commencer par la direction, que la marque anglaise s'efforce à conserver à assistance électro-hydraulique, jugeant (à raison selon nous) que c'est le meilleur moyen de bien ressentir ce qui passe sous les roues avant et d'être parfaitement en confiance au vo-

lant. Les suspensions actives offrent, grâce à quatre moteurs électriques, la possibilité d'abaisser l'avant de 37 mm et l'arrière de 17 mm. L'idéal sur circuit pour optimiser une aéro elle aussi active grâce à des ailerons mobiles aux deux extrémités de la voiture, capable de générer jusqu'à 350 kg d'appui devant et 650 kg derrière. Soit un total de 1 tonne (à 280 km/h), jamais vu sur une voiture de série - la Senna n'en offrait que 800 kg. Dans cette configuration, l'énorme "pelle à tarte" se déploie de 300 mm vers l'arrière, histoire d'optimiser le travail du diffuseur arrière. Sachant qu'elle est également capable de se relever très vite pour jouer les aérofreins quand on écrase les disques carbone-céramique de 390 mm présents aux quatre roues.

POUR SE SÉPARER DES EMPLOYÉS QUI NE PARTAGENT PAS SA VISION

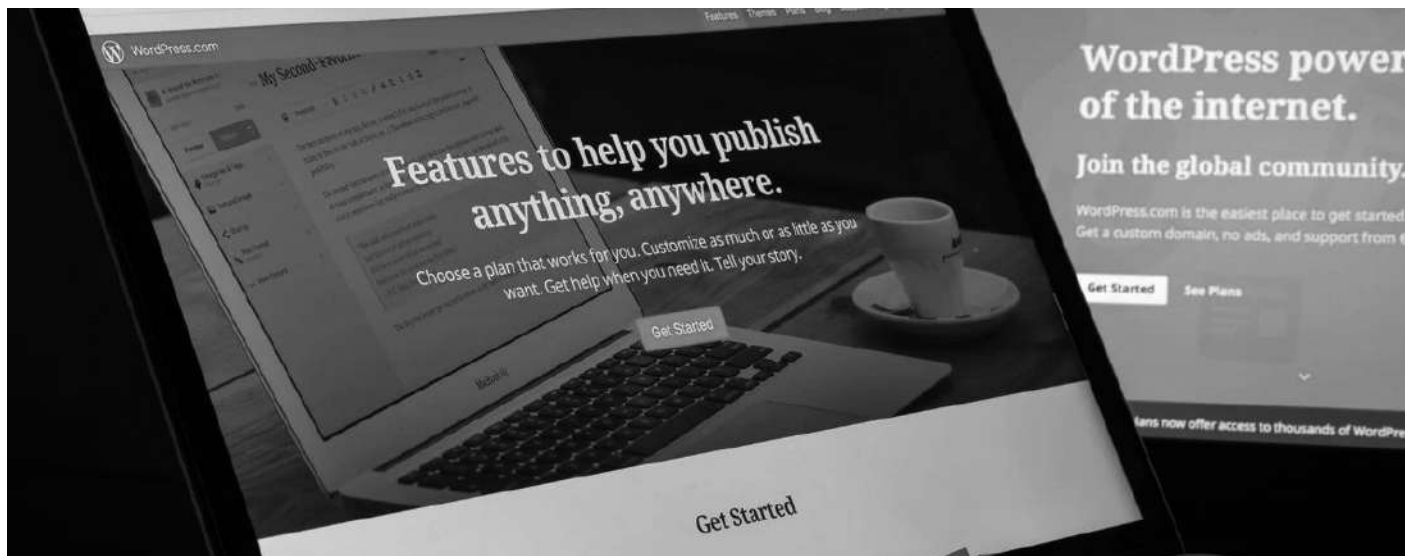
Le patron de WordPress adopte une méthode choc

C'est une décision pour le moins radicale qu'a prise le P-D.G d'Automattic et cofondateur de WordPress, Matt Mullenweg. En cas de désaccord avec sa stratégie contre WP Engine, tout salarié de l'entreprise se verra offrir une indemnité de départ.

Dire que le torchon brûle entre WordPress et WP Engine est un doux euphémisme. Mais de là à ce que Matt Mullenweg, qui possède dans son écurie WordPress, offre un chèque de départ conséquent à ceux qui ne le suivent pas dans sa croisade contre l'hébergeur web, il y avait un grand pas. Alors, certes, WP Engine, accusé de parasiter l'écosystème WordPress sans y contribuer, est devenu la bête noire du dirigeant du célèbre CMS à coups de cessations et de mises en demeure. Et pour s'assurer que l'ensemble de ses troupes soit en phase avec ses décisions, il sort le carnet de chèques à celles et ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Mais pourquoi prendre une telle décision, quitte à mettre en jeu l'avenir de WordPress ?

Une guerre ouverte contre WP Engine : mais pourquoi Matt Mullenweg est-il aussi méchant ?

Reprenons depuis le début. Il semble que le départ de feu ait eu lieu lorsque Matt Mullenweg a qualifié WP Engine de « cancer » pour la communauté WordPress. Un terme extrêmement osé et fort. Mais le cofondateur du CMS estime que l'exploitation de la marque WordPress (dans le nom de WP Engine) et le manque de contribution au projet open source font de l'hébergeur un « parasite » pour sa filiale. WP Engine, qui a levé plus de 300 millions de dollars en 15 ans d'existence, n'aurait jamais reversé un centime au dé-



veloppement de WordPress. C'est à partir de là que tout semble avoir dérapé. Matt Mullenweg a pris la décision radicale de bloquer l'accès de WP Engine aux ressources de WordPress.org, y compris les thèmes et les plugins. Un coup dur pour l'hébergeur et ses clients, qui se sont retrouvés dans l'impossibilité de mettre à jour leurs sites. Action, réaction chez WP Engine, qui a contre-attaqué en envoyant une mise en demeure à Automattic, l'accusant d'extorsion. La hache de guerre bien déterrée entre les deux parties n'a pas été sans effets au sein même d'Automattic. Certains collaborateurs ont désapprouvé cette stratégie agressive de la part de leur patron.

159 salariés de WordPress ont cédé à l'« offre d'alignement » de Matt Mullenweg

Et pour être sûr que tout le monde soit sur la même longueur d'onde que lui, le P-D.G de WordPress a proposé à l'ensemble de ses collaborateurs une « offre d'alignement ». 30 000 dollars ou 6 mois de salaire, selon le montant le plus élevé, pour ceux qui choisiraient de quitter l'entreprise avant le 3 octobre 2024, exprimant ainsi leur désaccord avec sa vision des choses. Cette proposition a fait mouche, puisque 159 personnes, soit 8,4 % de l'effectif d'Automattic, ont décidé de vider leur bureau.

Cette décision a particulièrement affecté

le service de l'écosystème de WordPress, avec près de 80 % des départs. Il s'agit tout de même de l'équipe la plus proche du cœur de métier de l'entreprise. Matt Mullenweg, de son côté, présente cette purge comme un mal nécessaire. Dans un billet de blog, il affirme se sentir « plus léger » et se dit reconnaissant envers ceux qui sont partis, tout en exprimant son enthousiasme à l'idée de travailler avec ceux qui ont choisi de rester. On peut toutefois s'interroger sur ce mode de management, tout proche d'un mode de pensée unique, où l'argent régit la plupart des stratégies, ce que Matt Mullenweg appelle « voter avec le portefeuille ».

LEVÉE DE FONDS HISTORIQUE DE 6 MILLIARDS DE DOLLARS, FACILITÉ DE CRÉDIT DE 4 MILLIARDS

OpenAI conforte sa position de leader

De nombreux médias avaient rapporté qu'OpenAI était en pourparlers pour une levée de fonds qui la valoriserait à plus de 100 milliards de dollars, ce que la start-up a confirmé mercredi dans un communiqué. Elle y annonce avoir levé 6,6 milliards de dollars qui la valorisent en fait à 157 milliards de dollars. Jeudi, elle faisait savoir qu'elle avait établi une nouvelle facilité de crédit de 4 milliards de dollars auprès de plusieurs grandes banques, ce qui lui donnera accès à plus de 10 milliards de dollars de liquidités. La start-up qui revendique désormais plus d'un million d'utilisateurs payants et plus de 250 millions d'utilisateurs hebdomadaires de ChatGPT a de nouveau séduit les investisseurs. Le tour de table a été mené par la société de capital-risque Thrive Capital qui a investi 1,3 milliard de dollars, Microsoft, le principal investisseur d'OpenAI, a quant à lui participé à hauteur de 750 millions de dollars. Parmi les autres investisseurs, on trouve Nvidia, Softbank, Khosla Ventures, Altimeter Capital, Fidelity, Tiger Global et MGX.

OpenAI assure dans son communiqué :

«Le nouveau financement nous permettra de renforcer notre leadership dans la recherche sur l'IA de pointe, d'augmenter notre capacité de calcul et de continuer à créer des outils qui aident les gens à ré-



soudre des problèmes difficiles». OpenAI a commencé comme une organisation à but non lucratif lors de sa création en 2015. Cependant, en 2019, elle a restructuré ses opérations et est devenue une organisation à but lucratif limitée, tout en conservant une entité à but non lucratif qui supervise ses activités, «OpenAI Inc.» Ce modèle hybride permet à OpenAI de lever des fonds auprès d'investisseurs tout en respectant ses principes fondateurs de développer une intelligence artificielle générale (AGI ou IAG) bénéfique pour l'humanité. Les investisseurs ont un rendement plafonné, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas recevoir un retour illimité

sur leurs investissements, tout excédent étant reversé à l'entité non lucrative, afin de maintenir l'objectif de la mission à long terme. Un modèle qui pourrait être amené à changer puisque, selon Reuters, les investisseurs ont négocié des conditions qui leur permettraient de récupérer leur capital ou de renégocier la valorisation : le financement a été réalisé sous forme de billets convertibles, avec une conversion en actions conditionnée à un changement structurel réussi vers une entité à but lucratif, qui ne serait plus sous le contrôle du conseil d'administration de l'organisme à but non lucratif, ainsi qu'à la suppression

du plafond des rendements pour les investisseurs. La start-up, qui a connu depuis novembre dernier de nombreux rebondissements, plaintes et départs de dirigeants, a rapidement fait face à une concurrence féroce. Le succès fulgurant de ChatGPT ne s'est pas démenti, bien au contraire. La version gratuite continue de lui faire perdre des sommes importantes, tout comme le développement de ses nouveaux modèles. Les modèles d'IA tels que GPT consomment en effet une quantité considérable d'énergie et nécessitent des serveurs spécialisés pour traiter les requêtes en temps réel. Ces pertes financières sont en partie compensées par ses trois produits phares : ChatGPT Enterprise (lancé en août 2023), Team (janvier 2024) et elle table sur un CA d'environ 3,7 milliards de dollars pour 2024. Sarah Friar, directrice financière d'OpenAI, évoquant la levée de fonds et la facilité de crédit de 4 milliards de dollars avec JPMorgan Chase, Citi, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Santander, Wells Fargo, SMBC, UBS et HSBC, affirme : «Cette facilité de crédit renforce encore notre bilan et nous offre la flexibilité nécessaire pour saisir les opportunités de croissance futures. Nous sommes fiers d'avoir les banques et les investisseurs les plus solides au monde qui nous soutiennent».

Mots fléchés

Lieu saint	↓	Herbivores	↓	Directeur sportif	↓	Il y fait chaud	↓	Aiguiser	↓	Constel-lées	↓	Popotes pour gradés	↓
Optionnel		Versants de colline		Garçon d'ascenseur		Dégagé							
↳		↓		↓		↓				Précurseur de l'aviation (Clément)		Native	
Nommer aux césars	→							Petits cervidés	→	↓		↓	
Vif								En dessous, la plage					
↳					Rejetés hors de la maison	→		↓					
					Limbes								
Eprouvée	→				↓		Singe	→					Première page
Arbrisseau du Japon							Vinaigrettes à base d'un condiment						
↳						Reconnu comme vrai	→					Monnaies d'échange	↓
Porte-manteau		Méliér en certaines régions	→							Agent de Louis XV	→		
		Sets								Fumeur italien			
↳		↓				Services non renvoyés		Os de poisson	Commune de Vénétie	↓			
									Néon				
Chef éthiopien	→			Rouspé-tant	→	↓		↓	↓		Informèrent		Lieu d'ensei-gnement
Bois de la vigne				Squelette									
↳			Elle peut être chronique ou aigue	↓	Carros-serie	→					↓		↓
Coteaux	Habité par un être maléfique	→	↓						En compagnie de	→			
	Faisceau								Situation recherchée				
↳	↓				Manches sportives	→			↓	Marque l'égalité	→		
					Rigide					Nickel			
Embarras	→				↓	Poitrine	→			↓		Ancienne Europe économique	
Homo-sexuels vulgai-rement						Situé chez le notaire							
↳						↓		Anonnées	Fille du frère	→		↓	
									Genre au cinéma				
Exsudat patholo-gique	Une symphonie de Beethoven	→								Note de musique	→		Cubes de bois
	Extrême												
↳	↓		Honorées	→									↓
			Armés										
Presse		Océan	→			Désigné	→			Vitesse acquise d'un navire		Fine feuille d'acier	
		Famille d'oiseaux								↓		↓	
↳		↓		Grande école		Ablette	→						
						Pour lui							
Congénital	→			↓	Id est	→		Erbium	→		Valeur refuge	→	
								Entre amis			Astate		
Organe terminal	→				Toucher au tennis	→		↓	Oiseau échassier migrateur	→	↓		
Vagues violentes													
↳						Chaîne de montagnes en Europe Centrale	→						

CONSTANTINE

Saisie de près de 2 kg de cocaïne et arrestation de 6 individus

Les éléments de la direction régionale de lutte contre le crime organisé dans l'est du pays, basée à Constantine, ont saisi 1,854 kg de cocaïne et arrêté 6 personnes, rapporte dimanche un communiqué de la Sûreté de wilaya. "L'opération, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité, notamment le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, a été menée sur la base d'informations fiables relatives aux activités suspectes d'un individu originaire d'une wilaya voisine, se livrant au trafic de drogues dures en utilisant son domicile comme base arrière", indique le document. Les policiers, en coordination avec le parquet territorialement compétent "se sont déplacés sur les lieux et procédé à la perquisition du domicile du suspect et de sa ferme", précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 7 octobre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



L'APN membre observateur auprès du Parlement latino-américain et caribéen "PARLATINO"

L'adhésion de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) en tant que membre observateur auprès du Parlement latino-américain et caribéen (PARLATINO) a été adoptée à l'unanimité en septembre dernier, indique dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement. "Cette décision est intervenue à l'issue des délibérations des 23 membres du Conseil d'administration de cette instance", a précisé la même source, ajoutant que cette adhésion se veut "une démarche historique entreprise par l'Algérie en vue d'élargir sa coopération parlementaire à la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes, d'autant plus que le PARLATINO comprend 23 parlements composés de 4500 parlementaires représentant 369 partis politiques des pays de la région".

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Le PLF 2025 examiné

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025, à des exposés sur la situation épidémiologique dans nombre de wilayas du Sud du pays, et à des dossiers liés à d'autres secteurs", indique un communiqué de la Présidence de la République. "Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025 et à des exposés sur la situation sanitaire relative à l'épidémie de diphtérie et de paludisme dans les régions frontalières du Sud du pays, à l'état d'avancement des projets miniers structurants, aux conditions et procédures d'agrément des établissements privés d'éducation et d'enseignement, ainsi que des dossiers liés à la vie quotidienne du citoyen", précise le communiqué.

BANQUE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE

45% du capital de 5 milliards \$ déjà mobilisés

La Banque africaine de l'énergie se concentrera sur le financement de projets pétroliers et gaziers en Afrique, en vue de combler le déficit de financement dans ces secteurs et de réduire ainsi la pauvreté énergétique sur le continent. Les pays africains producteurs d'hydrocarbures ont réuni 45% des 5 milliards USD constituant le capital initial de la Banque africaine de l'énergie (AEB). Ce projet d'institution panafricaine vise à réduire la pénurie de financements des projets pétroliers et gaziers consécutive au retrait de plusieurs bailleurs de fonds internationaux des investissements dans les énergies fossiles, a rapporté Bloomberg, citant un dirigeant de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO). « Les fonds ont été levés avant même la constitution juridique de la Banque, avec l'Angola, le Nigeria et le Ghana parmi ses premiers soutiens financiers. Je crois que nous sommes la 1ère banque de développement à être passée de la conceptualisation à la quasi-réalisation en un peu plus de 2 ans » a déclaré le secrétaire général de l'APPO, Omar Farouk Ibrahim, en marge de la Conférence Angola Oil & Gas tenue à Luanda. « Les ministres africains du pétrole se réuniront le 1er novembre pour finaliser la date de lancement de la banque dont le siège sera installé au Nigeria » a-t-il ajouté. La création de l'AEB avait été annoncée en mai 2022 par la Banque africaine d'im-



port-export (Afreximbank) et l'APPO. L'institution supranationale devrait contribuer à pallier le retrait des bailleurs de fonds traditionnels des projets pétroliers et gaziers en Afrique. Durant la COP26 à Glasgow, une vingtaine de pays développés se sont en effet engagés à mettre dès fin 2022 un terme au financement à l'étranger de projets d'énergies fossiles sans techniques de capture de carbone. Lors du sommet One Planet organisé en décembre 2017, le Groupe de la Banque mondiale avait annoncé la fin des financements des activités en amont du secteur pétrolier et gazier après 2019. Il a néanmoins précisé que pour le gazier, ils seraient exceptionnellement envisagés dans les pays les moins avancés s'ils favorisent indéniablement l'accès à l'énergie pour les

pauvres, et si le projet est conforme aux engagements du pays au titre de l'Accord de Paris sur le climat. De son côté, la Banque européenne d'investissement (BEI) s'est engagée à mettre fin au financement de projets liés aux énergies fossiles à partir de fin 2021. Soumises à une pression croissante, les compagnies internationales spécialisées dans l'exploitation des hydrocarbures se désengagent quant à elles de plus en plus des actifs africains pour diverses raisons, dont les risques environnementaux, politiques et sécuritaires. Dans le même temps, peu de compagnies pétrolières nationales africaines disposent des moyens pour combler le déficit croissant de financements.

Agence

EL TARF

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine depuis une plage d'Echatt

Les éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la daïra d'Echatt, relevant de la Sûreté de wilaya d'El Tarf, ont déjoué une tentative d'émigration clandestine par voie maritime, et arrêté cinq individus, rapporte dimanche un communiqué de ce corps constitué. Les cinq personnes arrêtées, âgées entre 23

et 28 ans, sont originaires des wilayas d'Annaba, Souk Ahras et Alger, indique le document, précisant que l'opération a été menée à la suite d'informations sur des individus qui s'apprêtaient à émigrer clandestinement par voie maritime. L'enquête aussitôt diligentée par les policiers, en coordination avec les services de la Gendarmerie

nationale, a permis de mettre en échec le projet des cinq individus arrêtés au moment où ils allaient prendre le large à partir de la plage d'El Fartassa, dans la commune d'Echatt, a-t-on ajouté de même source. L'opération, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, a également donné lieu à la saisie d'un bateau de pêche

de fabrication artisanale, de huit bidons remplis de carburant et d'une somme d'argent en devises, selon le texte. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des individus arrêtés, qui seront présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Dréan dès la finalisation de l'enquête, conclut le document.

OCTOBRE ROSE

Campagne de sensibilisation sur les cancers du sein et du col de l'utérus à El-Bayadh

Une campagne de sensibilisation sur la prévention contre les cancers du sein et du col de l'utérus a débuté dimanche à l'Etablissement public hospitalier Chahid Kadi Mohamed de Bougtob, à l'occasion de la manifestation Octobre rose, a-t-on appris auprès de cet établissement hospitalier. Le directeur de l'hôpital, Houbad Moulay, a expliqué, à l'APS, que

cette campagne de sensibilisation, lancée sous le slogan "Protège-toi par le dépistage précoce", devant se poursuivre une semaine durant, vise à faire connaître, par de spécialistes, ces deux pathologies lourdes et leurs dangers, ainsi que le mode de leur dépistage précoce". Des examens de dépistage précoce de ces deux maladies figurent au pro-

gramme mis sur pieds par les initiateurs de cette action de prévention, qui est aussi marquée par la distribution de dépliants, a-t-on signalé. Par ailleurs, des sorties sur le terrain sont prévues, au courant de la semaine prochaine, devant cibler les populations nomades et des zones enclavées des communes d'El-Kheiter et de Toudmoulina, dans la daïra de Bougtob. Il est à souligner que

la campagne est organisée également au niveau des établissements de santé de la wilaya d'El-Bayadh. L'Unité de lutte contre les maladies oncologiques de la wilaya d'El-Bayadh a, de son côté, mis sur pied un programme devant s'étaler sur un mois, à la faveur duquel des examens médicaux seront assurés pour le dépistage précoce du cancer, a-t-on noté.